

**Pratique
du
Socialisme Libertaire**

Gaston Leval

Éditions du Groupe socialiste libertaire,

1959

Pratique du Socialisme Libertaire	1
PRÉFACE	2
LE REMPLACEMENT DE L'ÉTAT	6
LA STRUCTURE INDUSTRIELLE	11
LES SYNDICATS	11
LES COMITÉS DE GESTION	13
LES FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE	17
L'ORGANISATION NATIONALE INDUSTRIELLE	22
DÉCENTRALISATION ET REGROUPEMENT INDUSTRIELS	26
LA DISTRIBUTION	33
LA CONSOMMATION DIRIGE LA PRODUCTION	33
LE MÉCANISME FINANCIER	38
LA TECHNIQUE DE RÉPARTITION	42
L'AGRICULTURE	44
PAYSANS ET OUVRIERS	44
L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE	49
ÉTAPES INTERMÉDIAIRES	54
LES SERVICES PUBLICS	63
LE MAINTIEN DU RENDEMENT	70
DANS L'IMMÉDIAT	76

PRÉFACE

Notre effort d'anticipation d'une transformation de la société, en vue d'établir le socialisme libertaire, se heurte à des réalités et des difficultés que nous ne pouvons méconnaître. Le perfectionnement des techniques de combat de l'État et des forces de conservation modernes ne permet plus d'espérer que le peuple soit à même de vaincre, par la force des armes, contre les tanks, les avions de bombardement, l'artillerie moderne, les bombes H et les fusées téléguidées. Autrefois, malgré une presque égalité dans l'armement et sauf en Égypte deux mille ans avant l'ère chrétienne, il n'a jamais pu faire triompher une révolution *sociale*. Il le pourra moins encore dorénavant ¹.

D'autre part, l'économie moderne implique l'interdépendance des nations. Un blocus extérieur, qui priverait la France de pétrole et de ses dérivés, des 15 millions de tonnes de charbon annuellement achetées, demain du gaz naturel, et de nombreuses matières premières importées des quatre coins du globe, rendrait la situation économique insoutenable,

¹ Voici une autre donnée, publiée le 23-7-1959 par le Figaro sur l'efficacité terrifiante des moyens d'extermination dont disposent aujourd'hui les États: quatre bataillons atomiques de « Corporal », qui est cependant la plus petite fusée atomique tactique en service dans l'armée américaine, surpasseraient en puissance de feu la totalité de l'artillerie américaine utilisée pendant la deuxième Guerre mondiale. D'autre part, un sous-marin transporte aujourd'hui plus de puissance de feu que toute l'artillerie américaine pendant la même période.

d'autant plus que pour beaucoup de prolétaires, la révolution doit supposer une amélioration immédiate de leur sort.

Sous de nombreux aspects, les problèmes posés paraissent donc insolubles, car ils sont en grande partie nouveaux, ou ont acquis des dimensions telles que l'on peut se décourager de les aborder. Cependant, deux références historiques permettent à ceux qui essaient de s'adapter aux circonstances nouvelles, de nouveaux espoirs. Comme on va le voir, ces références ne sont valables que dans le cadre de notre époque, et de l'évolution sociale et morale accomplie par les sociétés humaines.

La première est la libération de l'Inde. Cette libération a prouvé qu'il est possible de faire aujourd'hui, et *dans des conditions politiques internationales favorables*, ce qui eût paru insensé avant la première Guerre mondiale : un peuple colonisé par une grande nation qui disposait de moyens pour s'imposer encore pendant longtemps, a vaincu l'impérialisme auquel il était assujéti sans employer la force armée, la lutte violente, les combats traditionnels. La tactique de Gandhi, qui était celle de Tolstoï, lequel semble bien s'être inspiré de Proudhon, a montré sa valeur pratique. A condition que la force morale des combattants, leur ténacité, leur captation de l'esprit public, leur courage civique, leur héroïsme même soient mobilisés sans défaillance, d'autres victoires non moins importantes sont possibles.

Il y a là une très grande leçon que nous devrions savoir recueillir, en adaptant cette méthode aux conditions de lieu et de temps dans lesquelles se livreront les combats sociaux de l'avenir. Car nous sommes arrivés à un degré d'évolution de l'humanité civilisée qui permet, dans les pays non totalitaires, de faire ce qui pendant longtemps avait paru impensable. On peut, en partant du principe de la lutte active, mais non sanglante, imaginer et développer toute une stratégie de combat où les syndicats vraiment syndicalistes, les coopératives vraiment coopératistes et les communautés qui se lancent hardiment aux

réalisations intégrales devront et pourront construire, dans le domaine de l'esprit public comme dans celui de l'économie, le monde nouveau qui devra se développer au sein de la société actuelle. La deuxième référence est la prise de possession des usines d'une bonne partie de la France en juin 1936. C'est un fait d'une énorme importance que les travailleurs n'aient pas été délogés des lieux de travail par la force, ni qu'on n'ait tenté de les déloger comme on ne tenta pas en Italie, pendant la même expérience qui eut lieu en 1920. Dans un cas comme dans l'autre, il aurait pu y avoir de très nombreuses victimes. Toujours dans les pays les plus civilisés, on regarde maintenant à deux fois avant de répéter les massacres de 1848 ou de 1871, massacres qui seraient connus de l'univers entier, et resteraient attachés au nom des hommes et des partis qui les auraient ordonnés. Mais n'oublions pas que ce fut un gouvernement travailliste qui donna la liberté à l'Inde — Churchill ne l'aurait pas fait — et que ce fut Léon Blum qui, sur la demande des partis défenseurs du capitalisme, traita avec les grévistes de 1936. Rôle primordial de la conjoncture politique.

Il faut souligner que, dans ces deux cas, les travailleurs ne se sont pas montrés à la hauteur de leur tâche historique. Ils n'ont su ni faire marcher les usines, ni continuer, même dans la mesure où les matières premières existantes, l'énergie et les moyens de transport disponibles l'auraient permis, à assurer la production. Contrairement à ce que firent ceux de Barcelone, de la Catalogne et de la région du Levant d'Espagne, ils furent incapables de remplacer le patron et la direction patronale. Cela prouve que la grève générale n'est pas une panacée, et qu'elle ne conduit à rien. Si elle n'est non seulement expropriatrice, mais encore organisatrice. Auquel cas, il est vrai, elle cesse d'être la grève et devient révolution transformatrice des structures sociales. Mais pour la faire, il faut la préparer. Les libertaires espagnols n'ont pas improvisé. Leurs réalisations ont été l'aboutissement d'un long processus psychologique et pratique,

toujours centré sur le but final. Dès que l'occasion favorable est apparue, elle a été mise à profit.

LE REMPLACEMENT DE L'ÉTAT

Pour bien des gens, le problème des problèmes est de savoir comment construire le socialisme avec une structure nationale ou internationale qui remplacera l'État et le gouvernement. Car pour eux, ces deux organismes, dont l'un est le couronnement de l'autre, ne jouent pas qu'un rôle nuisible et antisocial. Ils jouent aussi un rôle utile, et ne pas le reconnaître c'est montrer une ignorance lamentable et un parti pris incompréhensible ou aveugle.

Ceux qui pensent ainsi ont en partie raison. L'État et le gouvernement ont fait aux diverses sociétés humaines, avec les guerres, les exactions du fisc, l'oppression politique, l'appui donné aux exploiters des masses, la bureaucratie hypertrophiée, les tyrannies de toute sorte et l'appareil d'écrasement par eux fondé et maintenu, un mal incommensurable. Mais souvent ils ont simultanément — tel fut le cas de Louis XIV et de Napoléon sous lesquels l'État a pourtant commis tant de méfaits —, déployé ou fait déployer des activités utiles : construction de routes, de chemins, de ponts, reliant entre elles des régions et des villes ; construction de canaux, irrigation de terres, organisation des services sanitaires, de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, qui est né sans eux, mais qu'ils ont développé ; reboisement, aide apportée aux régions les plus pauvres grâce à l'impôt. Tout cela ne représente qu'une partie positive, relativement réduite par rapport à la partie négative, car un an de guerre détruit plus que ce qu'on a construit en vingt ans de paix, et l'économie d'État revient si cher que si l'on étatisait les activités générales la banqueroute surviendrait à brève échéance. On ne compte plus les dévaluations banqueroutières, ni les banqueroutes frauduleuses au cours de l'histoire. Le seul

fait du franc réduit, depuis 1914, à deux centièmes de sa valeur, est assez démonstratif. Si, depuis 1914, la France, — et il en a été de même des autres nations — a pu surmonter ses difficultés, et développer sa richesse, c'est par le travail des paysans et de toute l'agriculture, des ouvriers et de toutes les industries, des techniciens, des patrons organisateurs, par l'œuvre de ceux qui ont fondé des usines, fait naître des ateliers et des laboratoires, s'affairant, souvent obscurément, mais d'une façon efficace, et créant sans cesse ; par ceux encore qui ont organisé les échanges, la circulation des marchandises, et celle des signes monétaires.

Dans ce pays, et depuis 1945, quinze millions de producteurs -nous excluons cinq millions de parasites dont le nombre continue de croître — ont forgé le progrès économique, assuré l'existence de la population. L'État est surtout intervenu pour prélever, par une fiscalité souvent écrasante, trente, quarante, cinquante pour cent du revenu national, et en échange il n'a fourni à la nation qu'un minimum des choses dont elle a disposé. La période d'essor prodigieux de l'Europe et de l'Amérique du Nord a été celle de l'économie libérale. Le « laissez faire, laissez passer de la première école économique constituée en France — celle des physocrates — s'adressait à l'État, et lui recommandait de supprimer les barrières douanières, les restrictions, les réglementations, et une bonne partie des impôts qui entravaient le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. L'État a rendu service en s'abstenant d'intervenir.

Aujourd'hui même, le redressement après-guerre de l'économie allemande, japonaise et nord-américaine qui est, sans conteste, le phénomène le plus spectaculaire de l'après-guerre ², a été possible grâce à l'économie libérale, où l'État

² On parle beaucoup des réalisations étatistes russes. Outre qu'elles ont été possibles par la mort de trente ou quarante millions d'esclaves, c'est

n'intervient pas. Et dans toute l'histoire des nations européennes, dans la Rome antique, la Chine, le Moyen-Orient, l'Égypte, l'Empire perse, romain ou byzantin, les périodes de prospérité ont correspondu à celles où l'État exerçait le moins d'emprise, celles d'effondrement furent la conséquence de la sclérose ou de la paralysie créées par le triomphe ruineux de l'étatisme.

Nous n'ignorons pas toutes les tares de l'économie libérale : division de la société en classes sociales hostiles, exploitation éhontée des déshérités par les privilégiés, crises économiques terribles, chômage, guerres. Mais les mêmes maux ont toujours été causés par l'État, et au moins cette économie libérale a-t-elle, comme nous l'avons dit, développé la richesse des nations. Le problème le plus important est celui d'une meilleure répartition des biens produits, de la justice sociale que l'étatisation n'assure nullement. Mais retenons pour le moment que, à part les services publics qui ont été, pendant des siècles, l'œuvre des municipalités, l'État n'a pas été nécessaire dans quatre-vingt-dix pour cent des activités créatrices de la société. Pourquoi donc tout irait-il à la dérive par sa disparition ? Pourquoi, encore, le dix pour cent dont nous parlons ne pourrait-il pas s'organiser sans lui ?

Car il faut détruire cette illusion tenace selon laquelle les rapports économiques sont, dans l'ensemble, organisés, réglés, synchronisés par le gouvernement et par l'État, et que la disparition de ces derniers engendrerait la paralysie générale ou le chaos dans la production et la distribution dans tout ce qui est nécessaire au maintien et au développement de la vie.

Qui examine le fonctionnement de l'économie en société capitaliste constate que les grandes branches de l'industrie rè-

déformer les faits qu'affirmer qu'elles auraient été impossibles sans l'étatisation du pays. Avant 1914, la cadence du développement industriel russe était déjà supérieure à celle de l'Europe occidentale. Toute étude sérieuse le prouve abondamment.

glent leurs rapports mutuels selon une pratique librement établie, et cela depuis très longtemps. Tel bassin minier ou telle société d'extraction fournit, grâce aux capitaux qu'elle a su trouver, aux ingénieurs et aux mineurs, le minerai de fer à des sociétés sidérurgiques qui se sont constituées depuis fort longtemps, sans que, en général, l'État s'en soit mêlé ou ne s'en mêle. Tels hauts fourneaux, telles fonderies, telles entreprises de tréfilage ou de laminage envoient pour leur usinage les tôles, les tubes, les lingots, les barres de fer, toutes les matières premières préparées à des centaines d'entreprises, de dépôts, d'ateliers, qui se sont constitués leurs clients habituels. Les usines et les ateliers élaborent ou fabriquent les machines, les ustensiles, l'outillage, les produits finis qui sont distribués à de multiples vendeurs sur un territoire donné. Une immense branche d'activité s'est, à côté de beaucoup d'autres, ainsi constituée, et comme les autres est un ensemble vivant, actif, en pleine expansion. Dans tout cela l'État n'est, comme toujours, intervenu surtout que pour toucher des impôts.

Le même schéma peut se reproduire pour toutes les activités industrielles. De l'obtention de la matière première à sa préparation, à sa transformation en articles d'usage, c'est par l'activité coordonnée des hommes et des groupements d'hommes que le plus important a été assuré. Le même fait, encore plus caractéristique, s'est produit dans l'agriculture, née bien avant l'industrie, et qui s'est développée par ses propres efforts. Il est vrai que maintenant, dans un pays comme la France, les agriculteurs demandent, devant la nécessité de progrès rapides qui s'imposent pour suivre la marche de l'économie moderne, l'aide de l'État. Mais dans ce pays comme dans ceux du Nord de l'Europe, c'est surtout par les coopératives que les paysans ont, grâce à leurs initiatives ainsi concertées, effectué d'admirables progrès. Et l'expérience prouve que l'intervention de l'État, qui mène généralement au protectionnisme, n'est nullement, en fin de compte, un facteur

d'ordre véritable. L'est-elle, par exemple, aux États-Unis, où les stocks de blé accumulés grâce aux subsides officiels se chiffrent par centaines de millions de quintaux et représentent une valeur de quatre milliards de dollars dont nul ne profite ?³ Il est vrai que, dans les activités économiques, l'État est parfois intervenu pour assurer (ce que faisaient autrefois les corporations du Moyen Âge) la qualité des marchandises. Mais dans une société socialisée, la fraude n'aurait plus de raison d'être, et les organisations spécialisées se chargeraient de veiller à la qualité du travail.

Contrairement donc à ce que l'on croit, et à condition de préparer dès maintenant les réalisations futures, loin de provoquer l'effondrement et le chaos économique la socialisation libertaire donnerait lieu à l'établissement d'un ordre jusqu'alors inconnu. Bien que le capitalisme libéral et l'économie bourgeoise aient fait les choses par eux-mêmes avec les résultats que nous avons vus, nous sommes loin de l'organisation rationnelle qu'impose le bon sens, pour éviter le gaspillage et le mauvais emploi des ressources — pour satisfaire aux besoins de tous.

Nous prévoyons donc une société où toutes les activités seraient coordonnées, une structure ayant à la fois assez de souplesse pour laisser le plus d'autonomie possible à la vie locale, ou à celle de l'unité productrice, assez de cohésion pour éviter tout désordre. Mais, nous y insistons, cette création nouvelle ne remplacerait pas l'État tant qu'il ne s'agit pas de certains services publics. Car ce n'est pas l'État qui a assuré l'extraction du sable, des pierres, de la chaux, la fabrication du plâtre et du ciment, des briques, des tuiles, l'abattage des arbres et le transport du bois, la préparation de la charpente de fer, du verre et des tuyaux de plomb, des serrures, des boiseries, des portes,

³ Depuis la première édition de cette étude, les chiffres se sont élevés.

des fenêtres pour construire les maisons d'habitation. Et c'est le cas pour tous les aspects de l'économie.

Dans une société bien organisée, tout cela doit être fait méthodiquement, au moyen de fédérations parallèles, réunies verticalement au sommet et constituant un vaste organisme d'ensemble où toutes les activités seraient solidaires et maintiendraient, en permanence, la cohésion nécessaire.

LA STRUCTURE INDUSTRIELLE⁴

LES SYNDICATS

Quels sont les moyens de réalisation de cette transformation, en supposant que la maturité nécessaire ait été atteinte par un nombre suffisant de travailleurs ?

Spontanément apparaissent, pour les industries et les moyens de transport, les syndicats et les comités d'entreprise. Nous ne pouvons avancer dans quelle mesure agirait chacun d'eux. Sur le plan idéal, ce sont les syndicats qui devraient diriger les activités, car eux seuls peuvent embrasser et coordonner toutes les unités de production, petites, moyennes et grandes, existant pour chaque industrie, dans chaque localité — tant que nous n'avons pas dépassé le cadre local.

Cette coordination est absolument nécessaire. Souvent, à leur insu, les comités d'entreprise tendent à considérer exclusivement, ou presque, l'activité et les intérêts de chaque usine, de chaque fabrique, de chaque atelier. Or supposons que dans la région parisienne il existe deux mille fabriques, petites et grandes, de produits chimiques. Les unes possèdent des réserves de

⁴ Il nous serait facile de décrire, comme d'autres l'ont fait, une société nouvelle en parfait état de fonctionnement. Cela ne serait que de la littérature. Nous préférons faire de la sociologie, et prendre à bras-le-corps les difficultés, pour tâcher de les résoudre d'après les réalités multiples avec lesquelles doivent compter les vrais constructeurs de l'histoire.

matières premières, les autres n'en ont pas, et si, au bout de peu de temps, par l'interruption des moyens de transport ou par manque de ravitaillement à la source, l'égalité ne s'établit pas, l'égoïsme de chaque entreprise se fait jour, et des rivalités s'ensuivent. Tandis que les syndicats, situés au-dessus de ces rivalités; peuvent distribuer équitablement les éléments de production, et diriger cette dernière selon le plan général qui s'impose, d'après les besoins économiques de toute la population.

Car il ne faut pas oublier que la transformation sociale doit révolutionner l'organisation économique non seulement en éliminant le capitalisme, le patron, l'exploiteur, mais encore en organisant la production selon les intérêts de la société tout entière. Et là, non seulement nous nous plaçons et devons nous placer au-dessus des intérêts de l'entreprise individuellement considérée, mais encore au-dessus de la corporation, ou des intérêts de chaque métier, de chaque industrie. Sinon apparaîtraient de nouvelles formes d'injustice et d'exploitation.

Pour répondre à leur rôle, les syndicats ouvriers devraient, dès maintenant, entreprendre ce que, dans l'ensemble, ils n'ont jamais fait : chacun procéderait au recensement des ateliers, des fabriques, des usines correspondant à sa spécialité.

Chacun devrait connaître d'une façon précise le nombre de travailleurs de toutes les entreprises, les spécialisations, et si possible le volume de la production, l'importance de l'outillage, le développement technique atteint, l'énergie consommée, le pourcentage du personnel dirigeant et celui des techniciens susceptibles de marcher avec les travailleurs manuels. Si, au lieu de s'arrêter à des mouvements de grève qui ne sont que le simulacre de la véritable action, les organisations ouvrières avaient, depuis longtemps, assumé cette tâche, elles auraient entraîné leurs militants à tous les échelons, pour réaliser ce à quoi elles prétendaient aspirer, et la déviation réformis-

te et communiste n'aurait pas atteint le degré catastrophique actuel.

LES COMITÉS DE GESTION

Naturellement, tout cela n'est possible que si les 51 syndicats sont révolutionnaires. Or, dans l'ensemble, ils ont cessé de l'être, et même il serait à craindre que leurs bureaucrates, leurs leaders, généralement embourgeoisés et fonctionnarisés, leurs « managers », leurs orateurs ne jouent, toujours dans le cas de prise de possession des usines, le rôle joué par Jouhaux, Dumoulin et autres leaders, en 1936, ou par d'Arragona en Italie, année 1920. Peut-être conviendrait-il de s'emparer des locaux, de la documentation qui deviendrait en partie utile du point de vue strictement syndical, et pourrait apporter des données fragmentaires sur la vie de chaque métier et de chaque industrie. Mais étant donné l'état actuel du mouvement syndical, c'est davantage dans les ateliers, les fabriques, les usines, les unités de production de toute sorte que l'action révolutionnaire devrait s'accomplir⁵.

⁵ C'est du reste sur la base même du lieu de travail que peut jouer le mieux la liberté « active et créatrice » de chaque travailleur, de chaque individu. Les directives données aux comités de gestion, aux techniciens, aux coordinateurs nécessaires du travail ne peuvent l'être par le syndicat, actuellement centralisé dans la plupart des cas. Cela aboutirait à une nouvelle forme de « superstructure parasitaire », bureaucratique. La révolution doit mobiliser la volonté, l'initiative, la responsabilité de tous. Chacun doit, à son tour, s'adapter aux nécessités de la production générale, c'est-à-dire à celles de l'ensemble de la population. Mais dans toute la mesure où il peut influencer l'organisation de cette production, les méthodes dans le travail, et dans les rapports humains, il doit être un co-participant exprimant son opinion et pesant sur les décisions d'ensemble. Sans cela, il n'y aurait pas application des principes libertaires, ni même simple démocratie, syndicale ou non.

Sur ce terrain tout est à imaginer, construire mentalement et réaliser pratiquement. Qui connaît l'histoire des comités d'usine de l'Italie en 1920, où le mouvement eut plus d'ampleur qu'il n'en eut en France seize ans plus tard, qui sait que ces comités montrèrent une incapacité à peu près totale de réalisation. Une fois l'usine prise, on ne sut que faire. La révolution hongroise de 1956 prit une tournure « presque » comparable. Les syndicats véritables n'existant pas (ce que l'on appelait et que l'on appelle encore « syndicat » n'est composé que de pseudo-organisations ouvrières où prolifère une bureaucratie instrument du parti communiste et de l'État), les comités d'entreprise surgirent partout. Mais il leur manqua une conception précise de leurs buts et de leurs méthodes, l'allant foudroyant qui s'imposait. Il aurait fallu, en dix jours, célébrer à Budapest le congrès national des comités d'entreprise, érigé en organisme coordinateur de l'économie industrielle nationale, et créant les réseaux techniques nécessaires à la gestion d'ensemble. Cela aurait comblé le vide laissé par la disparition de l'État qui, bien ou mal, organise ; cela aurait aussi freiné l'apparition d'une multitude de partis qui semèrent le désordre, et rallié à la révolution bien des hésitants.

Ce que nous venons d'écrire trace déjà en partie le chemin prévisible. Nous ignorons s'il serait nécessaire d'agir avec la même célérité dans l'établissement d'un nouvel organisme qui remplacerait le gouvernement et l'État, ou si ces deux subsisteraient grâce à l'appui d'une force armée trop importante sans qu'il soit possible de les abolir.

Les conditions de la lutte sont imprévisibles, et donner des solutions toutes faites en admettant la meilleure des hypothèses relève du roman d'anticipation. Mais sans doute n'est-il pas inutile de rappeler ce que Proudhon préconisait, le 4 mai 1848, dans la période révolutionnaire où, là encore, le peuple, non préparé, ne sut que faire.

« Qu'un comité provisoire se mette en rapports pour l'organisation de l'échange, du crédit et de la circulation entre les travailleurs ;

« Que ce comité se mette en rapports avec des comités semblables établis dans les principales villes ;

« Que, par les soins des comités, une représentation des travailleurs soit formée, *imperium in imperio*, en face de la représentation bourgeoise ;

« Que le germe de la société nouvelle soit jeté au milieu de la société ancienne ;

« Que la charte du travail soit immédiatement mise à l'ordre du jour, et les principaux articles définis dans le plus bref délai ;

« Que les bases du gouvernement républicain soient arrêtées, et des pouvoirs spéciaux accordés à cet effet aux mandataires des travailleurs. »

Par « gouvernement républicain » Proudhon entendait tout autre chose que ce que nous entendons aujourd'hui. A cette époque la république représentait pour les révolutionnaires un idéal plus social que politique. Au reste, il existait deux forces antagonistes le gouvernement provisoire officiel d'une part, l'assemblée du Luxembourg où siégeaient les diverses tendances socialistes avec les Louis Blanc, Pecqueur, Pierre Leroux, Vidal, etc., d'autre part. Le gouvernement républicain pouvait sortir de cette assemblée. Pourtant, Proudhon livra contre ceux qui y siégeaient une polémique ardente parce qu'il opposait à la conception étatiste du socialisme qu'ils défendaient une conception fédéraliste antiétatiste. Donc, quand il parle de « gouvernement républicain », il faut entendre une formation prenant en charge la représentation officielle de la France, et organisant les choses d'après les directives données par l'assemblée de ces comités constitués « dans les principales villes », et appliquant ces directives ou contribuant à leur ap-

plication avec cet *imperium in imperio* autonome organisé par les travailleurs, et qui ne se départirait pas de son pouvoir social, de ses initiatives organisatrices et de son dynamisme original.

L'existence d'une force ouvrière, organiquement constituée en un monde autonome, qui imposerait à un gouvernement issu d'une situation révolutionnaire son existence comme nouvelle réalité de l'histoire, en prenant en main l'économie, ou la plus grande partie possible de l'économie et obligerait, par sa puissance, l'État à traiter avec elle et à la respecter, est une hypothèse parfaitement plausible. Elle pourrait constituer une phase au-delà de laquelle se produiraient des avances ou des reculs. Tout dépendrait de la force respective des deux adversaires. Il faut aussi compter, nous l'avons déjà dit, sur une conjoncture politique favorable, car une telle entreprise serait vouée à l'échec si des partis réactionnaires, appuyés par des forces de répression bien organisées, étaient au pouvoir. Il faut encore que la conjoncture politique et économique internationale ne fasse pas obstacle. Un mouvement révolutionnaire sérieux doit avoir des spécialistes qui étudient ces problèmes.

Supposons donc que par une expropriation en chaîne les travailleurs des industries et des services publics de France prennent en main la multitude des entreprises existantes, et qu'ils ne puissent, pour un temps imprévisible, compter sur les syndicats qui, aux mains de partis politiques et gouvernementaux ou de réformistes impénitents, ne feraient que freiner l'action. Quelle devrait être leur première tâche ?

D'abord nommer dans toutes les villes des comités de gestion d'entreprise qui assumeraient, avec l'autorité nécessaire, la responsabilité de la conservation du matériel et de la continuation du travail. Ces comités varieraient selon l'importance et la structure de chaque entreprise. Celui d'un atelier occupant quinze travailleurs ne serait pas comparable à celui d'une entreprise comme Renault, qui, en 1959, en occupe cent mille.

Dans cette dernière, chaque section devrait avoir son comité, chaque comité de section devrait déléguer un membre choisi pour sa compétence et son sens des responsabilités. Et les délégués de sections, ou d'ateliers spécialisés constitueraient un comité gestionnaire général auquel seraient adjoints les hauts techniciens sur lesquels on pourrait compter.

Dans les entreprises de moindre envergure, le principe serait le même. Les sections ou ateliers de chez Renault existent en tant que spécialisations de travail. Dans une usine métallurgique moyenne les spécialisations — forge, tôlerie, chaudronnerie, tournage, ajustage, etc. — existeraient aussi. Toutes les spécialisations concourent à la fabrication des machines, des engins, des produits. Toutes donc devraient être représentées pour qu'aucune branche d'activité ne soit négligée, pour que l'organisme par elles constitué coordonne le travail et assure la qualité et la quantité nécessaires de production.

Au reste, l'existence actuelle des comités d'entreprise, Si elle peut se prêter à une certaine critique parce qu'elle fait souvent, inconsciemment, entrer les travailleurs délégués dans le jeu des intérêts patronaux, rend en même temps un très grand service en habituant ces travailleurs à la gestion de l'entreprise, aux responsabilités du travail. Il peut y en avoir — ce n'est qu'une minorité, l'expérience nous le prouve — qui oublient les intérêts de leurs camarades. La plupart ne les oublie pas et dans une révolution, il arriverait ce qui est arrivé souvent avec nombre d'employés d'État, de fonctionnaires officiels, parfois de militaires ou d'hommes appartenant à des catégories non révolutionnaires : la puissance de l'événement les entraînerait, et en ferait des auxiliaires précieux.

LES FÉDÉRATIONS D'INDUSTRIE

Mais il est indispensable que la prise de possession des entreprises capitalistes, des moyens de transport, des services pu-

blics, acquière immédiatement le caractère organique et institutionnel nécessaire à la vie d'ensemble de la société.

Pour y parvenir il faudrait, sans perdre de temps, coordonner ces comités.

Comment procéder ? Nous imaginons deux façons. L'une technique, l'autre technico-politique.

Expliquons-nous.

Technique, c'est-à-dire par industrie. Chacune doit, dès le premier moment, se constituer organiquement en un tout coordonné. Le moyen d'y parvenir consisterait à nommer des délégués représentant les différentes unités de travail, et qui se réuniraient d'abord dans les assemblées *locales* d'industrie. Supposons que l'on établisse un mode de représentation qui serait le suivant : un délégué par entreprise allant de cinq à vingt travailleurs ; deux délégués par entreprise allant de vingt à cent ; trois délégués par entreprise allant de cent à deux cents ; et un délégué par centaine de travailleurs supplémentaires. Des pourcentages différents pourraient être établis pour les très grandes usines comme Renault, Citroën, Peugeot, Berliet, etc. On pourrait aussi faire grouper les toutes petites entreprises pour éviter que, étant plus nombreuses, elles ne dominent, par la masse de leurs délégués, l'ensemble de la direction industrielle, alors qu'elles ne représenteraient qu'une partie restreinte de la production. Ces questions sont ou seront à préciser. Il nous importe surtout de suggérer les grandes lignes de l'action à développer.

Les délégués se réuniraient par industrie en assemblées générales locales dans lesquelles on établirait les directives du travail et on nommerait une Commission de direction, où les militants aguerris devraient être en nombre au moins égal à celui des techniciens, pour assurer le caractère social de la direction révolutionnaire, à moins que les techniciens ne soient aussi des révolutionnaires.

A partir de ce moment, l'organisme coordinateur serait constitué sur la base vivante des comités d'entreprise et, par leur intermédiaire, de l'entreprise même. Avec la plus grande rapidité il faudrait donner aux usines, fabriques, ateliers, les instructions nécessaires sur le genre et le volume de la production que chacun devrait assurer ou continuer d'assurer. La direction devrait venir de l'organisme général coordinateur.

Cet organisme compterait autant de commissions qu'exigeraient les activités fondamentales envisagées. Il lui faudrait entrer le plus rapidement possible en possession de ce que le syndicat n'aurait pas su accumuler, et que nous avons déjà énuméré : statistiques concernant la production habituelle de chaque entreprise, importance de la main d'œuvre, total et caractéristiques des éléments techniques de travail, réserves de matières premières, débouchés habituels (régions consommatrices, exportation, consommation locale) des produits fabriqués.

Toutes ces données accumulées, classées, comparées comme instruments de travail, permettraient de diriger correctement la production en tenant compte des nécessités nouvelles et de l'intérêt collectif. Par exemple, dans l'imprimerie, il ne serait plus nécessaire de publier tous les journaux qui paraissent actuellement, et qui répondent à l'intérêt des partis politiques et des entreprises capitalistes. Mieux vaudrait, jusqu'à une nouvelle adaptation, soutenir les travailleurs déplacés que gaspiller l'énergie et les matières premières souvent difficiles à se procurer.

L'organisation de la production doit acquérir le plus rapidement possible un caractère national. Chaque industrie doit s'articuler sur l'ensemble du territoire car, lentement, au cours du temps, l'effort du travail s'est très souvent adapté à la consommation et aux impératifs géologiques, géographiques, démographiques et autres qu'on ne peut ignorer. La possibilité fournie par les moyens de transport, de distribuer les marchan-

dises à de longues distances, a favorisé le mouvement d'adaptation ⁶.

Il semble donc logique que chaque comité local de Fédération d'entreprise nomme, selon l'importance des effectifs représentés, une délégation pas très nombreuse (supposons un délégué pour chaque millier de travailleurs, trois pour dix mille, etc.). Toutes les délégations nommées se réuniraient en un Congrès national des travailleurs de la métallurgie, qui tiendrait ses assises dans le centre géographique de l'industrie (Paris, Lille ou Nancy, etc.).

Dans ce congrès, où il faudrait faire autre chose que bavarder comme des parlementaires, les techniciens dresseraient un plan général de travail d'après, d'une part, les besoins habituels à satisfaire, et d'autre part les moyens techniques, la main d'œuvre, les lieux d'extraction, les matières premières et l'énergie disponibles.

Supposons, *grosso modo* — les statistiques existantes aideraient dès maintenant à des prévisions plus précises — que l'on produise par an, dans la région Parisienne, quarante mille tracteurs destinés à l'agriculture, trente mille dans la région du Nord, vingt-cinq mille dans la région de l'Est, autant dans les villes du Centre et du Sud-Ouest de la France, cinq mille ailleurs. Supposons encore que cela représente trois cents villes et centres métallurgiques. Nous pouvons prévoir des assises où les délégués de tous ces centres se réuniraient afin d'établir les moyens de coordonner leurs efforts, de les synchroniser, de les rationaliser. Ces assises pourraient embrasser du reste tout le matériel agricole.

On peut aussi envisager les choses différemment d'abord des congrès régionaux où tous les problèmes concernant la fa-

⁶ Exactement, 65 % de l'acier français est produit en Lorraine, 22 % dans le Nord de la France, 8 % dans le Centre et le Midi, 5 % dans les régions de Caen et de Bayonne

brication de ces machines seraient examinés. Les congrès régionaux délégueraient des techniciens qualifiés et sûrs au congrès national qui serait ainsi simplifié, grâce au moindre nombre de participants. Ces derniers décideraient des modifications à apporter dans la distribution et la réalisation du travail, de la meilleure économie des forces, du meilleur emploi des matières premières et de l'énergie.

On fabrique aujourd'hui en France environ trente marques différentes de tracteurs car, en régime capitaliste, il suffit qu'un homme dispose de moyens financiers pour monter, avec les travailleurs techniciens et manuels, une entreprise qui lance un article quelconque dont la vente rapportera des bénéfices si, comme il arrive généralement, le sens commercial soutient l'initiative. Chaque entreprise offre ses produits qui ont, ou n'ont pas, des caractéristiques propres, selon le degré d'invention des fabricants ou de leurs techniciens. Mais on pourrait éliminer les trois quarts des marques de tracteurs existantes et ne produire qu'un nombre restreint de modèles, créés d'après les observations intelligemment faites et accumulées selon les terrains à travailler, les façons culturelles, etc. Au lieu, donc, de fabriquer des machines trop faibles ou peu maniables, les constructeurs élimineraient tout ce qui n'est qu'affaire commerciale, ce qui ne sert qu'à tromper et exploiter les paysans, ils perfectionneraient au plus haut degré les modèles choisis, et tous les ateliers se spécialiseraient dans la fabrication géographiquement répartie de types appropriés aux demandes régionales.

Ce que nous venons d'exposer est valable pour toutes les industries. Certaines, comme l'industrie chimique, aux mille ramifications demandent une coordination d'extraordinaire précision. De l'acide sulfurique ou du charbon à la carbochimie, du pétrole aux matières plastiques et pharmaceutiques, ses productions sont d'une telle variété, elles jouent un rôle si important dans l'ensemble de l'économie industrielle et agricole, qu'une

organisation méticuleusement mise au point s'imposerait au plus vite.

La production de textiles, la fabrication de ciment, de matériaux électriques, de meubles, etc., tout devrait être organisé ou réorganisé de bas en haut en partant des comités de gestion, ou d'entreprises, pour arriver aux fédérations nationales d'industrie. Le bâtiment lui-même requerrait un plan d'urbanisme national, embrassant les besoins des populations, et l'intensification de l'effort là où cela serait le plus nécessaire, par la distribution rapide de la main d'œuvre et des matières premières.

L'ORGANISATION NATIONALE INDUSTRIELLE

Cela nous mène à un élargissement des vues constructives et d'organisation. Quiconque observe tant soit peu les activités économiques d'une société moderne sait qu'aucune d'entre elles n'est indépendante, comme aucune localité ne peut vivre repliée sur elle-même, et c'est faire preuve d'une ignorance crasse que concevoir une société nouvelle organisée sur la base de la « commune libre » se suffisant à elle-même, comme cela nous a été recommandé par certains gens qui simplifiaient les problèmes d'après le degré de leur intelligence ou de leur information.

Toutes les industries nécessitent le concours d'autres industries. Il n'y aurait pas d'ajusteurs sans mineurs pour extraire le minerai de fer, sans fondeurs pour fabriquer les différentes sortes de métaux ferreux ou d'acier, de fonte, sans forgerons, etc. Mais ces activités qui se produisent en chaîne seraient impossibles sans d'autres activités qui les conditionnent. Le mineur travaille avec des machines (haveuses, marteaux-piqueurs, robots, tapis roulants) qui lui sont fournis par des entreprises métallurgiques, ces entreprises fonctionnent grâce à l'énergie que fabriquent les centrales électriques. Ces centrales fabriquent le

courant parce que d'autres mineurs arrachent des entrailles de la terre le charbon qui sera transformé en électricité, ou parce que des barrages sont construits parfois à de longues distance, sur les fleuves et dans les montagnes par des travailleurs du bâtiment, avec du ciment, du fer, du bols, des matériaux divers de construction venant de différents points du territoire, quand ce n'est pas d'autres nations.

Si bien que l'abattage des arbres, souvent indispensable pour le soutènement des galeries de mines, et les soins donnés aux forêts font partie de la chaîne de travaux solidaires qui aboutira à la fabrication d'une bicyclette, d'un ustensile de cuisine, d'un parfum ou d'un boîtier de montre. Inversement, l'abattage des arbres demande l'aide de la métallurgie qui fournit les scies portatives, les chariots, les camions et les tracteurs pour véhiculer les troncs aux scieries qui les débiteront. Tout se tient, tout est lié, nous ne le répéterons jamais assez, et à moins de retourner à une économie de tribus primitives, ce qui serait impossible étant donné la densité de la population, il faut envisager la création d'une vaste Confédération de la production industrielle ⁷.

Il est des activités relativement autonomes et qui, à part la fourniture de matières premières dont certaines peuvent parfois s'obtenir localement, n'auraient pas besoin d'être dirigées d'après un plan d'ensemble. Mais l'industrie de l'énergie, qui, en plus du charbon, fournit l'électricité, le pétrole, le gaz naturel ou non, l'énergie atomique, ou encore l'industrie chimique sont des auxiliaires de toutes les autres. Sans l'énergie — et

⁷ Peut-être faudrait-il envisager, dans des pays de très vaste étendue, comme la Russie, la constitution de plusieurs confédérations, et dans d'autres régions du globe, comme le Nord de l'Europe, la région balkanique ou le centre du continent américain, certaines unifications nécessaires. Il nous suffit, pour le moment, de nous en tenir à des hypothèses plus modestes. Il serait déjà beau de pouvoir réaliser à l'échelle d'un pays comme la France, ou toute autre nation européenne.

c'est là une lapalissade — toutes les industries se paralyseraient, et seul resterait possible un artisanat élémentaire et insuffisant pour assurer un standard de vie moderne.

Ajoutons le rôle joué par l'industrie du transport de marchandises et de voyageurs.

Transports ferroviaire, routier, fluvial et aérien. Les derniers chiffres globaux de la S.N.C.F. accusent, pour 1969, 243 millions de tonnes de marchandises, qui représentaient 44 0/0 du transport national. Le transport routier représente environ le même pourcentage à quoi il faut ajouter 9 % pour le transport fluvial. Céréales, matériaux de construction, machines diverses, minerai, produits divers de l'agriculture sans compter les personnes se déplaçant dans toutes les directions..., on pourra se faire une idée de ce que représente cette activité aux multiples ramifications et spécialisations (et n'oublions pas l'aviation, malgré l'infériorité actuelle de son pourcentage) ; et il suffit de ces quelques données d'ensemble auxquelles il faut ajouter le transport urbain et aérien pour comprendre, une fois de plus, combien il est nécessaire de connaître le mieux possible ces problèmes avant de se lancer à vouloir changer l'organisation de la société.

Et naturellement tous les produits destinés aux villes, les céréales, la viande, le lait, les matières grasses, les étoffes, les vêtements, les milliers et les milliers d'articles nécessités par la population de tous les départements ne parviennent à destination que par ces moyens de transport qui sont le système artériel du grand corps social. Comme les industries productrices d'énergie dont ils dépendent, à moins d'un retour au cheval de trait généralisé, ils conditionnent la vie économique de la population.

Il s'ensuit que toutes les industries, tous les moyens de transport devraient se coordonner dans cet ensemble des activités générales des producteurs qui, toutes, dès le premier moment, envisageront les moyens pratiques d'unir, de sérier,

d'harmoniser leurs efforts. La Fédération de la force motrice devra recevoir de chacune d'elles les demandes respectives sur le total (forcément approximatif, mais des réserves devront être prévues pour les marges d'erreur), de kW, de millions de tonnes de charbon, de pétrole et d'essence, de milliards de mètres cubes de gaz nécessaires. Ces quatre aspects essentiels de l'énergie et de l'éclairage ne doivent constituer qu'un tout alors qu'en société capitaliste ils s'opposent souvent dans une rivalité absurde ⁸. Cela devrait réunir en un vaste organisme, ayant les sections régionales et locales correspondantes, les mineurs charbonniers, les travailleurs du gaz et de l'électricité, les techniciens de l'hydroélectricité et des centrales atomiques. On voit, une fois de plus, que certaines structures traditionnelles seraient bouleversées. Les mineurs qui extraient le fer et le charbon n'auraient pas à être organisés ensemble parce que travaillant dans le sous-sol. Les premiers devraient faire partie de la Fédération métallurgique, les deuxièmes de la Fédération de la lumière et de l'énergie ⁹.

Mais toutes ces Fédérations, dont les organismes directeurs fonctionneraient côte à côte, synchroniseraient leurs activités solidaires dans les moyens et dans les buts, grâce à un organisme de coordination supérieur qui serait en quelque sorte comme le centre directeur fonctionnel de l'économie générale. La Confédération industrielle réunirait au sommet les techniciens délégués par les congrès des différentes fédérations d'industrie pour constituer le Comité interindustriel confédéral. Le contact étroit ainsi établi permettrait de résoudre, au fur et à mesure, les problèmes posés par les rapports entre ces diverses activités.

⁸ Les crises charbonnières qui sévissent dans un pays ou dans un autre sont dues aux rivalités absurdes du système capitaliste et à l'abondance des sources d'énergie.

⁹ Cela, du moins nous semble-t-il logique.

Nous aurions donc :

- A la base, les entreprises spécialisées et leurs conseils ;
- Au-dessus, les comités locaux industriels ;
- Au-dessus de ces comités, les fédérations régionales industrielles avec les comités de coordination élus par l'assemblée régionale des délégués ;
 - Au-dessus encore, la Fédération nationale de chaque Industrie tenant ses congrès périodiques avec les délégués régionaux, dirigée par le Comité de techniciens qui nommeraient ces congrès, et chargée, d'après les directives reçues, de coordonner l'activité générale sur le plan de la nation.
 - Enfin, l'organisme interindustriel national.

DÉCENTRALISATION ET REGROUPEMENT INDUSTRIELS

Avant d'aborder le problème des structures d'organisation fédéraliste, je crois utile de donner quelques chiffres qui montreront que, du point de vue pratique — et non seulement théorique et des principes — la décentralisation industrielle est une nécessité absolue. En 1954, selon l'Institut National de Statistiques et d'Études Économiques (I.N.S.E.E.) la région parisienne comptait 6 300 000 habitants, c'est-à-dire 14,3 % de la population française. Mais elle comprenait 23 % des salariés industriels. Parmi ceux-ci, l'industrie aéronautique en réunit actuellement 60 % ; l'industrie électrique, 56,2 % ; la fonderie d'aluminium, 64 % ; celle du cuivre et d'alliage du cuivre, 50 % ; celle du zinc, plomb et étain, 50 % ; les alliages moulés sous pression, 80 % ; la fabrication de machines et de maintenance, 65 % ; les peintures et vernis, 71 % ; la fabrication de plâtre (qui semblerait pourtant être facile à réaliser dans tout le

pays), 65 % ; la fabrication de compteurs a gaz, 95 % ; de compteurs à eau, 80 % ; la production d'automobiles, 92 %.

Ajoutons que le tiers des effectifs des « professions libérales » où le parasitisme domine, est à Paris ; que 29 % des effectifs des services publics sont dans la région parisienne, ce qui montre dans quelle situation d'infériorité se trouvent d'autres régions de France et que 26 % des effectifs employés dans les transports sont aussi concentrés dans la même région ¹⁰. Ceci dit, essayons d'exposer les linéaments d'une organisation décentralisée de l'industrie. Nous avons vu qu'entre l'organisation de la production locale et celle de la production nationale, une organisation régionale intermédiaire s'imposerait. Elle pourrait revêtir des aspects variés. Supposons que dans la ville de Lyon on fasse des meubles pour tout le département du Rhône, ou pour compléter ce qui s'y fabrique, ainsi que ce que fabriquent les départements de l'Ain, de la Savoie, de l'Isère, de la Loire, de la Saône-et-Loire. Ce regroupement donnerait lieu à la constitution d'une Fédération interdépartementale du meuble. Mais il pourrait se faire que le bois d'ébénisterie manquant en Provence, cette région se voie obligée de s'adresser à la Fédération dont Lyon serait le centre.

Ainsi, les diverses fédérations départementales intégreraient la Fédération nationale non d'après le caprice d'un organisme central, même élu par un congrès, mais d'après les nécessités vitales de la consommation et les possibilités de travail établies par les spécialistes du travail du bois ou de l'ameublement. Grâce à cet organisme national qui procéderait au recensement des matières premières à l'échelle du pays, et qui connaîtrait le potentiel de production de chaque zone, les régions déficitaires s'adresseraient aux régions excédentaires de façon méthodique,

¹⁰ En l'absence de chiffres plus récents servant à ces comparaisons nous publions ceux que l'on vient de lire: il faudrait maintenant les modifier, mais le problème posé n'en acquerrait que plus d'importance.

ce qui éviterait qu'un département soit surchargé de demandes quand celles ci devraient être distribuées dans plusieurs autres. Nous avons là des éléments d'un fédéralisme qui allierait l'autonomie à la cohésion, une certaine libre détermination et le plan d'ensemble. Ce n'est qu'un des aspects de ce que nous pouvons appeler la décentralisation qu'il nous faut, autant que possible, rechercher, pour éviter la constitution d'appareils rigides et autoritaires, contraires à la vie et à la liberté. Il est, sur ce terrain, d'autres possibilités. Nous allons en énumérer quelques-unes.

La direction fédéraliste, et dans une certaine mesure centralisée ¹¹ de la base au sommet et du sommet à la base, qui permettrait une planification rationnelle, ne serait pas nécessaire, ni indispensable pour toutes les industries, spécialement pour celles de caractère local. Dans une petite ville ou l'on produirait, en série et à la main, les chaussures, des ustensiles de ménage, les tissus, les meubles nécessaires à la consommation locale, il apparaîtrait inutile d'entrer dans le circuit organique de la production dirigée par la Fédération nationale, ce qui serait excellent pour éviter le plus possible la mécanisation générale et l'uniformité des activités créatrices. Tout au plus, pour l'utilité de la connaissance en soi, les villes, grandes ou petites, et les villages intéressés, pourraient, à simple titre de renseignements, fournir la statistique de leur production et de leur consommation.

¹¹ Le fédéralisme n'est pas l'éparpillement. Se fédérer, c'est s'unir. L'organisation « de bas en haut » que demandaient Proudhon et Bakounine pour l'économie sociale n'a rien à voir avec le provincialisme politique. Ainsi considéré, le fédéralisme mène à une coordination volontaire et contrôlée par tous, et qui peut être modifiée selon la volonté de tous. Proudhon a insisté sur la nécessité de la centralisation économique (voir Confessions d'un. Révolutionnaire), et Bakounine considérait cette dernière comme facteur nécessaire au progrès et à la liberté (voir L'ours de Berne et l'ours de Saint-Pétersbourg).

Prenons le bâtiment. La construction de maisons, d'édifices publics, l'organisation urbaine sont des activités locales, qui doivent être réorganisées directement par les populations intéressées. Plus exactement par les spécialistes nommés par ces populations, ou leurs groupements professionnels : architectes, hygiénistes, délégués des habitants, représentants des travailleurs du bâtiment. Il ne s'agit pas, contrairement à ce qu'a préconisé le syndicalisme, de confier ces tâches au seul syndicat ouvrier. Dans ce cas, comme dans tous les autres, le consommateur *doit* guider le producteur, la demande *orienter la production*. Une Fédération nationale du bâtiment n'aurait pas à jouer le rôle d'une Fédération du textile ou des industries chimiques. Les solutions devraient être trouvées et appliquées sur le plan local avec, même, le respect du style régional d'architecture, qui ne peut être l'œuvre d'une direction nationale centralisée, car il ne faut pas seulement « concevoir » les styles, comme il pourrait arriver dans le meilleur des cas, mais encore les « sentir » avec l'atmosphère de chaque région, l'âme du paysage, et celle des habitants, l'amour du terroir, et même l'histoire locale. On éviterait ainsi les abominables reconstructions faites dans tant de villes de France après la dernière guerre, où des constructeurs sans conscience et sans inspiration ont édifié des immeubles-casernes ou prisons, qui déparent totalement une ville par l'opposition de leurs lignes aux caractéristiques du paysage.

L'organisation des travailleurs du bâtiment ne pourrait donc être nationale que pour une certaine planification appliquée à l'évolution de la population, des activités générales, des confrontations ou des perfectionnements. Elle le serait surtout pour la distribution des matières premières, des matériaux dont l'extraction, la fabrication, la préparation sont souvent localisées (sable de la Loire, aluminium du bassin du Rhône, fabrication de ciment, etc.). Mais une fédération de travailleurs locaux, ou ce qu'il nous semble préférable d'appeler syndicat

d'industrie, devrait se constituer immédiatement, et réunir tous les corps de métiers concourant à la construction : terrassiers (ou excavateurs), maçons, manœuvres, plâtriers, plombiers, couvreurs, peintres, vitriers, architectes, ingénieurs du bâtiment, dessinateurs, maîtres d'œuvre, etc. Les différentes sections techniques seraient réunies par la communauté du travail. En ce sens, les syndicats corporatifs professionnels n'ont plus, depuis longtemps, pas même dans la lutte sociale actuelle, de raison d'être, et l'on est surpris de voir que ce genre de divisions existe toujours dans beaucoup de secteurs de la classe ouvrière.

Si, dès les premiers élans, on ne savait en terminer avec ces vestiges du passé, il est probable que, par manque de solidarité et d'esprit fraternel, la révolution n'aboutirait pas à la construction du monde nouveau. Car si elle ne poursuivait pas l'unification dans les efforts, dans le niveau de vie et dans les cœurs, elle n'aurait pas un caractère vraiment socialiste, ou syndicaliste, ou libertaire, et elle avorterait. La régression qui s'ensuivrait serait proportionnelle à l'échec où l'on serait plongé.

Toutefois, le syndicat industriel du bâtiment ne serait qu'un des nombreux syndicats d'industrie existants. Les Fédérations nationales représentent l'organisation verticale. Les syndicales d'industrie, et les fédérations locales des syndicats des différentes industries représentent l'organisation horizontale, éminemment décentralisatrice.

Supposons que, dans une ville moyenne, après un classement adéquat, l'ensemble des activités économiques constitue trente industries de base ¹², en comptant les transports urbains.

¹² Les activités économiques de Barcelone, pendant la révolution de 1936-39, avaient été réunies, et coordonnées, en dix-neuf industries fondamentales, chacune organisée par le syndicat correspondant. Naturellement, chaque industrie, donc chaque syndicat correspondant, englobait un nombre

Les trente syndicats correspondants pourraient, d'une part, être constitués par deux cents ou trois cents sections de métiers techniquement groupées, chacune adhérant au groupe correspondant à son activité générale, afin d'éviter les rivalités qui firent tant de mal aux corporations du Moyen Age ; d'autre part, les syndicats d'industrie constitueraient un lien les unissant tous organiquement. Très souvent, les activités de certaines industries sont directement solidaires. Telle la fourniture de matériaux pour la construction aux travailleurs du bâtiment, du bois aux menuisiers, aux ébénistes, aux charpentiers, de certaines machines à différents ateliers, etc. Cela faciliterait l'intégration locale possible, un certain auto déterminisme de caractère humaniste, et, pour chacun, une prise de conscience des activités d'ensemble.

Mais si la décentralisation économique est absolument nécessaire quand nous voyons que la région parisienne est un monstrueux agglomérat d'usines, d'ateliers, de bureaux, qui depuis Louis XIV absorbe une bonne partie de la substance et de la vie aux dépens de toute la France, le regroupement industriel apparaît aussi comme une nécessité dans une économie rationnellement, et « humainement » organisée.

Dans l'agriculture on procède, avec plus ou moins de rapidité, selon les régions, au remembrement des terres qui s'imposait comme une nécessité évidente, devant le morcellement, fils de la propriété privée, opéré au cours des siècles. Il faudra encore bien des années, en pays capitaliste, pour arriver à une organisation et une distribution plus judicieuses des cultures. Mais on a commencé, en grande partie, il faut le dire, grâce aux efforts de différents ministères de l'Agriculture dont les techniciens, suivant en cela les recommandations faites depuis longtemps par les agronomes, les économistes, les ingé-

plus ou moins grand de professions. L'exemple que nous avons donné pour le bâtiment, et qui est loin d'épuiser le sujet, est applicable dans chaque cas.

nieurs spécialisés, sont parvenus lentement à dessiner, puis à accentuer ce mouvement réorganisateur qui ne peut du reste acquérir l'ampleur nécessaire que par l'adhésion des paysans eux-mêmes ¹³. A ce sujet, les organisations professionnelles et coopératives d'entraide paysannes ont aussi joué un rôle important.

Mais il existe également en France, un morcellement industriel tout aussi regrettable, et auquel une transformation sociale devrait s'efforcer de porter remède le plus tôt possible. Et cela même dans les endroits de centralisation, ce qui nous montre le désordre inhérent à une économie non socialisée.

Le mal est si grand que tous les partis politiques coïncident quant à la nécessité de décongestionner Paris et la région parisienne. La centralisation de ce pays a des causes éminemment politiques. C'est la volonté des rois capétiens et des Jacobins qui, au long des siècles, a fait de Paris la capitale de la France, et a favorisé comme corollaire de l'installation de la cour et de sa domination l'implantation et le développement des activités économiques, en vidant la province de son contenu, de ses artisans, de ses entrepreneurs.

On en est arrivé à un point tel, par l'appauvrissement des régions, que le pays entier est comme un grand corps malade qui a besoin d'être soutenu par la partie pléthorique de ressources, ce qui, en même temps, crée une inégalité de ressources vitales d'où dérive une injustice sociale devenue criante. Aussi, l'État

¹³ La pratique du remembrement n'est pas toujours heureuse, appliquée qu'elle est au petit bonheur, dans bien des cas. Ainsi, bien souvent, particulièrement en Bretagne, on a, pour « rappeler », arraché les haies vives qui divisaient les champs, mais protégeaient la terre contre l'érosion éolienne. Le résultat a été que le vent a enlevé la terre et l'a appauvrie. Le mal fait dans le bocage normand ou breton a plus que compensé le côté positif de l'opération. Cela constitue un exemple des réalisations étatiques. La même opération, faite par des associations paysannes, aurait eu des résultats plus favorables.

lui-même s'efforce à remédier à cette anomalie en préconisant la décentralisation, en la suscitant, ou en s'efforçant de la susciter. Mais au pas où elle se développe, il semble qu'il faudra autant de temps pour décentraliser maintenant qu'il en a fallu pour centraliser depuis Louis XII ou Henri IV.

LA DISTRIBUTION

LA CONSOMMATION DIRIGE LA PRODUCTION

On l'a vu, nous ne concevons pas l'organisation industrielle régionale en nous inspirant des divisions départementales ou des anciennes provinces de France. L'expression « région économique » dit bien ce qu'elle veut dire, et passe par dessus tout le découpage politico-administratif de la nation en morceaux de territoire arbitrairement tracés. Quant au rôle du Comité national d'une industrie, il ne sera pas celui d'une autorité absolue, mais il convient d'en délimiter les grandes lignes.

Le besoin de produits obtenus ou fabriqués dans certaines zones du territoire et pour tout le territoire ne peut être calculé et connu sur le seul terrain local. Que ce soit pour les combustibles, l'énergie, les produits alimentaires industriels, les tissus, le papier, certaines qualités de bois, de matières plastiques, de produits chimiques, etc., seules des statistiques précises d'ensemble donnent une idée valable de l'importance et de la qualité nécessaire de chaque produit. Comment, par exemple, une usine métallurgique d'Amiens, d'Orléans, de Grenoble sera-t-elle certaine de continuer à fabriquer ce qu'il faudra selon la demande et les besoins sans une information systématique qui la guide dans ses activités ?

Cela nous amène à imaginer, pour un certain nombre d'industries, que nous ne pouvons pas toutes dénombrer d'avance, un système de production-distribution qui nous parait devoir simplifier une partie des problèmes à résoudre.

Reprenons le cas des machines agricoles. Les paysans du Loiret, ou leurs organisations coopératives, leurs groupes de travail, leurs unités de production, pourraient en demander à tels ou tels ateliers, telles ou telles usines. Mais si l'atelier, ou l'usine, que nous situerons, pour faciliter la compréhension du problème, à Orléans, ne pouvait satisfaire toutes les demandes ? On nous répondra que les intéressés n'auraient qu'à s'adresser à Montargis, ou à Vierzon. Toutefois, la même insuffisance pourrait exister dans les deux villes. Étendez cet exemple pour tous les produits, dans toute la France : il en résulterait un désordre général, pénurie ici, excédents là, ce qui nous ramènerait aux pires aspects de la pagaïe capitaliste.

Pour l'éviter, l'économie socialisée devrait donc, très rapidement, organiser des dépôts de vente, ou de livraison, et c'est à ces dépôts que s'adresseraient les paysans ou les organisations paysannes. Les rapports n'auraient pas lieu entre producteurs et consommateurs. mais entre distributeurs et consommateurs. C'est par le canal de ses distributeurs, auxquels elle enverrait les machines fabriquées, que la Fédération métallurgique, et les sections de fabrication correspondantes de cette Fédération, connaîtraient les besoins à satisfaire en machines différentes (tracteurs, motoculteurs, moissonneuses-batteuses, combines, sulfateuses, charrues, herses, croskills, semoirs, etc.), car c'est à eux que la demande serait adressée. Toutes les demandes étant centralisées, par ce canal aux ramifications multiples, le Comité national pourrait distribuer les ordres de production à tous les centres de fabrication selon leurs possibilités respectives. Ici, trois mille machines, de telle ou telle sorte ailleurs, mille, ailleurs encore mille cinq cents, avec les délais requis. Toutes les commandes, y compris les réserves dûment prévues, ne pourraient être satisfaites d'une façon ordonnée

que grâce à cette organisation production-distribution absolument indispensable¹⁴.

Il en serait de même pour les tissus, les étoffes, les vêtements de confection, tout ce qui concourt à l'habillement.

Chaque ville pourrait compter un ou plusieurs centres distributeurs. Chaque magasin de vêtements communiquerait avec le centre auquel il serait attaché. Supposons Paris et ses quatre-vingts quartiers, chacun ayant son centre. Et, par quartier, selon l'étendue et l'importance de la population, quinze, vingt, trente magasins de détail méthodiquement répartis. Chaque magasin communique une fois, deux fois par semaine, à son centre ravitailleur, l'importance des ventes effectuées, et ses prévisions immédiates. Les spécialistes connaissent, à peu de chose près, la courbe d'écoulement des différents tissus (laine, coton, sole, rayonne, fibres synthétiques diverses), selon les saisons. Les variations saisonnières sont, dans l'ensemble, suffisamment établies. Les variations supplémentaires seraient signalées au

¹⁴ Cela nous sépare de la thèse syndicaliste qui trouve encore des adeptes et qui, professant que le producteur est la base de la société, propose que la production dépende de la volonté de ce dernier, de façon que les consommateurs n'auraient d'autre droit que celui de choisir dans les produits qui seraient mis à leur disposition. Il y a longtemps que je me suis élevé contre cette conception. Tout être humain est à la fois, dans les différentes phases de sa vie, consommateur d'abord, puis producteur. Son droit à la vie est primordial. De plus, dans une société humainement organisée, le nombre des producteurs est inférieur à celui des consommateurs. Les droits supérieurs des producteurs conduiraient donc à la domination de ces derniers. Quand Proudhon proclamait le droit des producteurs, il réagissait par là au droit du « citoyen » dont les républicains et libéraux se gargarisaient, laissant dans l'ombre le problème de l'égalité économique. C'était un pas. Mais Proudhon lui-même le franchit vite. Et nous en faisons un autre en disant que si, au-dessus du citoyen, il y a le producteur, au-dessus du producteur il y a l'homme, l'être humain intégral, et qui comprend le citoyen, le producteur, et naturellement le consommateur. Le syndicalisme a voulu se créer une base théorique. Sur ce point, elle est indiscutablement insuffisante.

fur et à mesure. Et tous les centres distributeurs de textiles, dans toutes les villes et les villages de France (il pourrait, selon les cas, y en avoir un pour dix ou quinze villages, et un magasin de détail dans chacun de ces derniers, la pratique indiquant les solutions les meilleures), tous les centres distributeurs, disons-nous, communiqueraient les demandes à la Fédération nationale de production textile à laquelle Ils appartiendraient ou à ses différentes sections locales ou régionales de fabrication, qui les transmettraient au Comité national. A son tour, celui-ci répartirait les commandes de travail, toujours selon la capacité connue de production de toutes les fabriques et de tous les ateliers.

Prenons d'autres exemples, les produits alimentaires de caractère agricole, tels le blé, les matières grasses. On sait que leur production est localisée selon les impératifs de la géographie économique, le climat, l'altitude, etc., ce qui implique une centralisation imposée par la nature, ce que ne comprennent pas certains « fédéralistes », ou intégralistes régionaux. Et si l'homme peut, en partie, « faire son sol » il ne peut faire le climat, ni produire artificiellement de l'eau dans les régions sèches. La localisation géographique et centralisatrice est donc, pour bien des produits, inévitable.

En France, la Beauce et la Brie continueraient à être les greniers à blé du pays, les primeurs et les fruits continueraient à affluer de Bretagne, du Roussillon, de la vallée du Rhône, le vin proviendrait toujours des régions propices du Midi ; le lait, le beurre, le fromage, de Normandie et du Sud-Ouest. A part quelques exceptions, les hommes sont obligés de se soumettre aux lois de la nature.

Cela permettrait — et permet déjà, en partie — d'établir un entreposage approprié, et qui faciliterait la distribution, car on saurait, pour chaque produit, et pour chaque zone établie, où s'adresser (des zones secondaires pourraient être établies).

Pour le blé, un système de silos, qui devrait probablement être amélioré, a été établi, comme il l'a été pour le maïs, le seigle, l'orge, l'avoine, etc. Les grossistes aujourd'hui, les magasins de gros communautaires demain, stockeraient dans les endroits les plus appropriés ces diverses céréales. Et dans chaque région, les magasins de distribution sauraient où s'adresser pour distribuer, à leur tour, dans les localités demandresses.

Cet exemple peut s'appliquer aux betteraves a sucre, que le climat, la qualité des terres, la possibilité de pratiquer des techniques de culture, comme celle de l'assolement, qui remonte à des siècles et est nécessaire, imposent aux cultivateurs. Il en est de même pour la production de viande. Tel sol est aride, ou presque, et ne permet d'élever que des moutons ou des chèvres (par exemple la région des Causses), tel autre est fertile et bien arrosé par les pluies (Normandie) ; telle autre région est surtout destinée à la vigne, quoique souvent la terre pourrait produire des céréales, ce qui serait beaucoup plus utile.

Ces quelques exemples détruisent des solutions trop schématiques qui ont été préconisées par différents auteurs, et qui, si elles ont le mérite de poser des questions et d'esquisser la recherche de solutions, ont le tort de masquer les réalités économiques que des gens voulant transformer la société ne devraient pas, et ne doivent pas ignorer.

Comme disait Proudhon, comme nous disons à notre tour, nous devons conserver tout ce qui est utilisable dans la société actuelle, le modifier quand cela parait nécessaire, le perfectionner même, et ne rejeter que ce qui est inutilisable, ou nuisible telle l'exploitation de l'homme par l'homme.

- 1) Centres de production.
- 2) Centres de distribution en gros.
- 3) Magasins de détail.

Les centres de production (1) distribuent les produits fabriqués par eux aux centres de distribution en gros (2). Ceux-ci distribuent les produits aux magasins de détail (3). A leur tour, les magasins de détail font leurs demandes aux centres de distribution en gros, qui transmettent les statistiques des articles demandés aux centres de production. Ceux-ci communiquent toutes les demandes au centre coordinateur, régional ou national, selon les industries et leur organisation. Le centre charge les différents centres de production de continuer de produire ou de distribuer, d'augmenter ou de freiner la production selon les besoins, ou les réserves qui peuvent exister ailleurs, et qui lui sont signalés. Les modes de vêtements prêts à porter varient également selon les goûts des usagers.

Généralisée, cette conception permettrait d'étendre la décentralisation par la création de certaines zones, plus ou moins autonomes, ou et quand cela serait possible.

LE MÉCANISME FINANCIER

Devant l'abondance et la variété des produits offerts à la consommation d'une part, la multiplication des besoins de l'autre, on ne peut, sans méconnaître les réalités économiques et psychologiques, défendre la thèse de la libre consommation, ou de ce qu'on a vulgairement appelé la « prise au tas ». Il faut ajuster la consommation aux possibilités de production et trouver un moyen qui ne soit pas une atteinte à la liberté individuelle comme le serait le rationnement généralisé, quelle qu'en soit la forme. Le plus valable nous paraît être un signe monétaire. La seule objection sérieuse contre ce signe est le danger de thésaurisation.

Mais nous avons déjà eu l'occasion d'écrire que la thésaurisation ne constitue une possibilité d'exploitation d'autrui que dans une société où l'on peut avoir assez d'argent pour installer un atelier, faire construire une maison de rapport, ouvrir une boutique. Cela dépasse ce que procure un simple salaire. Il

faut, en outre, un certain trafic, commercial ou autre, pour y parvenir, ce qui ne se conçoit pas en économie socialisée. Le commerce privé n'existerait plus, mais la distribution collective ; quant à l'habitat, il serait administré par la municipalité. Et comment supposer, pour peu qu'on y réfléchisse assez sérieusement, que dans une société égalitaire il y aurait des gens assez sots pour se faire exploiter volontairement par de nouveaux patrons ? Et où ceux-ci pourraient-ils se procurer des matières premières que la société aurait le droit de leur refuser ? Enfin, et nous aurions pu commencer par là, cette société aurait aussi le droit, même si, par hypothèse, quelqu'un acceptait de se faire exploiter, d'intervenir et de confisquer les moyens dont voudrait se servir le nouvel exploitateur. La thésaurisation ne serait donc plus à craindre, et il n'y aurait pas même besoin d'instaurer la monnaie fondante, que préconisent les abondancistes. Car on peut avoir besoin de conserver un pouvoir d'achat — quelle qu'en soit la forme — pendant plusieurs années. Un simple compte en banque peut aussi résoudre le problème.

Nous sommes donc partisans d'un signe monétaire. Seule une économie autarcique et très primitive peut le rendre innécessaire. Et encore, toutes les tribus et les populations primitives qui pratiquent des échanges ont une monnaie dont les signes varient à l'infini.

La monnaie que nous préconisons n'aurait pas pour but de pratiquer ces échanges, mais de faciliter et de régler la distribution. Nous la concevons de la manière suivante supposons que le volume des marchandises à écouler et des services payants représente, pour la France, d'après des calculs aussi précis que possible, 10000 milliards de francs par an. Cela implique l'émission d'une somme équivalente en bons d'achat, distribuée au prorata des individus et des familles, un « fonds » de salaire « semblable à celui qui est annuellement constitué en Russie, mais que, naturellement, nous distribuerions de façon

plus équitable. Chaque individu, chaque famille toucherait, d'après les barèmes établis, la part de pouvoir d'achat qui lui correspondrait.

Par quel mécanisme ce pouvoir d'achat serait-il distribué ? L'intermédiaire le plus indiqué me semble la municipalité. Il est possible, en tenant compte du nombre d'habitants de chaque endroit, d'envoyer de l'Institut d'émission la somme d'argent nécessaire, qui sera distribuée à chaque foyer et, selon les cas, à chaque individu. Nous laissons de côté l'échelle qui pourrait s'établir selon l'âge des enfants. Mais il me semble intéressant de signaler que cette distribution, faite par un système qui se placerait en marge et au-dessus des différents métiers, des corporations, des industries, aurait l'avantage d'éviter les prétentions des travailleurs d'une corporation aujourd'hui privilégiée, à toucher plus que les autres, et de supprimer d'un coup les criantes inégalités de rétribution qui existent en société capitaliste. Cette distribution de pouvoir d'achat revêtirait un caractère humain, non professionnel. Elle serait vraiment égalitaire, et c'est cela le véritable socialisme.

En payant leurs achats aux centres de distribution, les consommateurs verseront l'argent qui sera reversé par ces centres aux sections locales de l'Institut d'émission, et centralisé de nouveau à cet Institut, lequel le reversera, le moment venu, dans le circuit monétaire limité que nous venons de décrire. Il ne faudra donc pas, pour entreprendre tels ou tels travaux publics, réunir et investir de grands capitaux financiers. Il suffira, grâce aux Fédérations d'industrie, de réunir la main d'œuvre nécessaire et les ressources techniques, les machines, les matières premières et l'énergie fournies par les différentes industries et corporations spécialisées, tout comme les autres, dont les travailleurs auront reçu leur salaire annuel. C'est un principe général de l'économie que toute marchandise, ou tout service, coûte le temps employé à sa fabrication, ou à l'ensemble des efforts pour le procurer et le distribuer ou aux ressources distri-

buées pour le producteur et sa famille (en termes juridiques, ses ayants droit). Ajoutons, en société capitaliste, le bénéfice de l'entrepreneur, des actionnaires et des intermédiaires, c'est-à-dire le « profit » ou l'intérêt du capital. Celui-ci ayant disparu, il reste le temps de travail. Ce temps de travail étant rétribué par la distribution de pouvoir d'achat annuel, on comprendra, insistons-y, qu'il faudra fournir la main d'œuvre, les machines, les matières premières, l'énergie, mais pas d'énormes sommes d'argent. L'appel aux emprunts, à l'épargne, aux capitaux privés n'aura pas de raison d'être.

Une précision nous paraît nécessaire. Elle se rapporte à ce que l'on pourra faire, sur-le-champ, du point de vue monétaire, ce que nous venons d'ébaucher n'étant applicable que dans une société définitivement socialisée.

Naturellement, il faudrait, pour un certain temps, conserver la monnaie actuelle. Son remplacement demanderait une assez longue période d'adaptation. En attendant, Il serait inévitable de se servir du mode de circulation habituel, en limitant immédiatement les injustices et les inégalités jusqu'à les faire disparaître.

Ceux donc qui auraient fait, sur leurs salaires ou leur travail, des économies, garderaient leurs économies. Ceux qui auraient thésaurisé de l'or, comme c'est le cas de nombreux paysans, de salariés plus favorisés que d'autres, ou de membres de la classe moyenne, auraient la possibilité d'échanger cet or contre la monnaie nouvelle quand celle-ci serait instaurée. On ne pourrait, souvent sans une certaine injustice, le leur saisir purement et simplement. Du reste, cela ne servirait à rien, car dans ce cas, l'or resterait enterré.

On peut nous objecter que de telles mesures maintiendraient, pour un certain temps, l'inégalité héritée de la société capitaliste. Nous n'en disconvenons pas. Mais il n'est pas de solution idéale et parfaite, applicable en vingt-quatre heures. On ne pourra que limiter la jouissance de la prolongation des

privilèges qui iront s'amenuisant, par un contrôle sérieux, exercé au cours des changements monétaires, quand ils seront organisés.

LA TECHNIQUE DE RÉPARTITION

Nous avons parlé de centres de distribution pour l'écoulement des marchandises consommables. En effet, il faudrait au plus vite socialiser cette activité afin de se libérer du boulet que représente le commerce privé. Il y a, en France, au moins trois fois plus de points de vente et de commerçants qu'il n'en faut. Et ces commerçants, grossistes et détaillants, intermédiaires de toute sorte, tiennent à la gorge la nation entière, en imposant les prix qui leur plaisent, et en rançonnant le consommateur. En période de troubles et de révolution, ils jouent à la hausse continue, sont les rois de la situation, et deviennent comme il advint à Paris pendant la Révolution française et la Commune, les collaborateurs les plus efficaces de la contre-révolution.

Le ravitaillement d'une ville est chose immense. C'est pourquoi nous nous étendons, dans notre chapitre concernant l'agriculture, sur l'importance primordiale des coopératives paysannes de producteurs et des coopératives de consommateurs citadines — ou des magasins de distribution de caractère communal ou socialisé.

Si, dans un quartier, il y a cent épiceries, on peut être certain que vingt magasins, organisés par le syndicat des employés de commerce avec les patrons acceptant de se joindre à l'effort collectif, les remplaceraient avantageusement. Peut-être, là aussi, faudrait-il prévoir, avant que la réorganisation syndicale ait eu lieu, une création d'ensemble qui pourrait conduire à une structure définitive. Les employés se réuniraient, calculeraient., d'après l'importance et la densité de la population, le nombre de magasins nécessaires dans chaque quartier. Des assesseurs

techniques, connaissant les problèmes démographiques, et les particularités de la ville, pourraient les aider dans leur travail.

Ce que nous disons pour l'épicerie est également valable pour la boucherie, les produits laitiers, la mercerie-lingerie, la quincaillerie, etc. Dans les petites villes, plusieurs de ces produits peuvent être vendus ainsi que le pratiquent les magasins à succursales multiples. Ces différentes solutions se perfectionneraient selon les circonstances, et les préférences des acheteurs et des acheteuses. Nous ne pouvons donner d'avance un plan détaillé de toutes les activités, sans tomber dans la littérature.

On peut aussi prévoir (d'autres l'ont fait avant nous) des magasins communaux de distribution dans les campagnes, surtout pour la multitude d'articles (épicerie, mercerie, papeterie, etc.) dont les provenances sont variées, et les ventes en petites quantités ne se prêtent pas à une comptabilité assez importante pour assurer un mécanisme d'aller et retour consommation-production-consommation aussi simple que celui que nous avons décrit auparavant. Certes, le «regroupement industriel» , qui est, dans de nombreuses zones, aussi nécessaire que la décentralisation dans d'autres, faciliterait cet ajustement. Mais de toute façon, dans de tels cas, la distribution serait une fonction autonome, et locale. Les coopératives de distribution même, liées à cette fonction sociale et solidaires de toute la vie économique, n'auraient plus leur caractère actuel. Elles deviendraient des magasins collectifs de distribution au service de tous. Du reste, coopératives, magasins communaux, centres de distribution, peu importe le nom. L'important est la chose en soi, qu'il faut étudier à l'avance et en détail pour être capable de l'organiser, le moment venu.

Il resterait, sans doute, pour un certain temps, des commerçants individuels, mais ceux-ci devraient obligatoirement, sous peine de sanctions sévères, vendre aux tarifs fixés par la Commission des prix, qui se composerait de producteurs, de distri-

buteurs et de consommateurs. De façon que même les maisons de commerce provisoirement tolérées seraient en somme socialisées. C'est ainsi que l'on a agi dans les villages collectivisés de la révolution espagnole ¹⁵.

Faudrait-il établir un rationnement ? Sans doute les difficultés des premiers moments l'imposeraient pour certains produits. Peut-être telle ou telle région paysanne refuserait-elle d'envoyer ses denrées alimentaires, peut-être telles ou telles denrées coloniales manqueraient elles pendant un certain temps. Dans ce cas, la carte de rationnement s'imposerait. Il importe que les techniciens dévoués à la révolution prévoient d'avance les moyens de maintenir, au plus haut degré possible, le commerce international. Il importe aussi que soient, d'avance, envisagées des difficultés qui peuvent se présenter avec les différentes régions qui ravitaillent telle ou telle ville. C'est pourquoi, il faut le répéter, le lien coopératif entre les villes et les campagnes a tant d'importance. C'est pourquoi les travailleurs des villes doivent préparer mentalement, psychologiquement et matériellement, les contacts fraternels avec ceux des campagnes.

L'AGRICULTURE

PAYSANS ET OUVRIERS

Nous aborderons maintenant le problème paysan. Car il est indispensable que les travailleurs des villes, surtout les ouvriers industriels, en comprennent l'importance s'ils ne veulent pas que se répète le blocus de la faim qu'ont connu les ouvriers de Paris en 1848, ou l'hostilité active que les « ruraux » ont montrée en 1871 contre les insurgés de la Commune. Le vieil esprit

¹⁵ 15 Reconnaissons que l'on a connu plus de difficultés dans les villes. Raison de plus pour s'occuper à temps de ces problèmes.

qui accusait les socialistes d'être des « partageux » n'est pas tout à fait mort chez tous les habitants des campagnes, et c'est sur cette hostilité, parfois encore latente, que comptent les gouvernants réactionnaires, les partis conservateurs et les classes privilégiées pour opposer, dans une lutte mortelle, à nouveau le blocus de la faim ou la force des armes à la population en état de transformation sociale.

Pourtant, il faut constater que la situation n'est pas, aujourd'hui, exactement ce qu'elle était en 1848 et 1871. En premier lieu, la proportion des habitants des campagnes, qui était alors, surtout à la première de ces deux dates, supérieure à celle des villes, s'est inversée. Les paysans représentent actuellement 18 % du total de la population française. Ensuite, une large partie d'entre eux ont une tout autre mentalité. Les idées sociales, et socialistes, ont évolué. Les organisations syndicales, les coopératives, les sociétés de secours mutuels, les associations sportives et autres, ont établi des rapports de collaboration et d'entraide et créé un esprit et une pratique de la solidarité qui ont modifié l'homme des champs en lui donnant une plus large connaissance du monde.

Puis la diffusion de la presse, extrêmement variée, le contact fréquent avec les villes, grâce aux moyens de transport multipliés — chemin de fer, cars, automobiles, véhicules à deux roues — ont permis des rapprochements et l'apparition de liens entre les habitants des villes et des campagnes. De nombreuses organisations corporatives et intercorporatives paysannes ont leur siège dans différentes villes de France. Ces contacts, ces rapports continus, une plus ample information ont modifié bien des choses.

Enfin, dans le travail quotidien, dans la vie pratique, l'interdépendance de fait s'est aussi établie. La ville ne peut pas vivre sans la campagne, mais de moins en moins la campagne ne peut vivre sans la ville. Tous les tracteurs, les machines agricoles moissonneuses-batteuses, combines, etc. —

s'arrêteraient de fonctionner sans le fuel-oil, l'essence, le pétrole et les dérivés du pétrole, qui sont fournis par les distilleries installées dans les centres industriels. Ce sont les usines, les fabriques, les ateliers qui procurent ces machines mêmes, et avec elles le linge, les vêtements, les meubles, les appareils ménagers, les moyens de transport individuels — et l'énergie pour les faire fonctionner — enfin, presque tout ce qui constitue les éléments de la vie moderne sans lesquels le fermier, la fermière et leurs enfants seraient condamnés à redevenir des esclaves de la glèbe, les pauvres bêtes de travail qu'ils furent autrefois.

Travailleurs de la ville et travailleurs des champs doivent comprendre, de plus en plus, qu'ils ont partie liée dans la société. Il n'y a pas d'existence possible pour les premiers sans les céréales, la viande, les légumes, les fruits, tous les produits de la terre apportés par les seconds. Mais ceux-ci ne peuvent rien, ou presque rien produire sans non seulement les machines et l'énergie, mais encore sans les engrais chimiques, les produits anticryptogamiques, les vaccins pour les animaux. Plus encore, dans de nombreux endroits ils ne produisent pas une bonne partie de leur nourriture, car depuis longtemps les spécialisations se sont accentuées. Le Midi fournit du vin et reçoit de la Beauce du blé, des pommes de terre, du sucre. Le Sud-Ouest fournit du lait et du beurre à une partie de l'Est et au Bassin parisien ; il reçoit les machines, une partie des fruits, certains légumes. Le littoral océanique, ou méditerranéen, fournit du poisson à l'intérieur du pays et reçoit de la viande. Tout cela serait impossible sans les moyens de transport ferroviaire et motorisé, de caractère essentiellement industriel, et qui encore dépendent des villes.

Voilà ce que les paysans doivent comprendre. Ils sont, au même titre que les ouvriers industriels, quoique sous des formes différentes, victimes d'une exploitation qu'ils ont intérêt à faire disparaître. Il ne s'agit pas seulement de celle provoquée

par l'État, car les impôts qu'ils paient sont, en France, beaucoup moins élevés que ceux que nous, salariés des ateliers et des usines, payons sans possibilité de nous y soustraire. Mais il est d'autres vols que nous n'ignorons pas. Lorsque, au début 1957, il était ministre de l'Agriculture, le leader démocrate-chrétien Pierre Pflimlin déclarait que le total des produits agricoles livrés l'année précédente avait été payé 200 milliards aux producteurs, mais vendu 700 milliards aux consommateurs. Une organisation honnête, impossible dans la société actuelle, aurait permis de payer 150 milliards de plus à la production, et de faire payer 150 milliards de moins à la consommation. La ville et la campagne y auraient gagné. Mais la société capitaliste a permis aux intermédiaires de toute sorte d'empocher 500 milliards — ou 450 milliards si l'on veut défalquer les frais d'emballage et de transport — aux dépens des uns et des autres.

D'innombrables cas ont été relevés de produits (artichauts, choux-fleurs, tomates, haricots) payés quelques francs le kilo à la production, et 100 ou 150 francs à la ville voisine, ou de fruits que le fruiticulteur devait — et doit — laisser pourrir sur place parce que l'intermédiaire ne lui en donnait pas même le prix de la main d'œuvre employée pour les cueillir. Et l'on sait que le problème de la viande n'a pas, non plus, été résolu, non seulement parce que les intermédiaires — chevillards ou détaillants — prélèvent ou prélevaient la part du lion, mais encore parce que le manque d'organisation rationnelle élevait le coût de cette production, ou causait et cause des pertes importantes, soit parce que les distances sont trop grandes entre l'élevage et l'embouche, ou le point de vente à la production de l'animal et celui de l'abattage, mais encore parce que la structure de l'exploitation agricole ne permet pas de développer, d'une façon rationnelle et scientifique, les moyens de production. Ici, les ressources financières manquent, là l'organisation nécessaire est impossible dans les exploitations trop petites, là encore,

les moyens de transport font défaut pour livrer à temps les produits, ou s'ils existent, ils reviennent trop cher.

Mais même lorsque ces difficultés n'existent pas, des problèmes insolubles apparaissent. Nous l'avons vu lorsque, pendant plusieurs années de suite, la récolte de blé, du vin ou la production de lait, de beurre, de fruits, de primeurs a été excédentaire. Cela est toujours catastrophique pour les paysans, car telle est cette société qu'un surcroît de biens, au lieu d'être une source de réjouissances et de loisirs, est une cause de mévente et de misère. Que font alors les producteurs des campagnes ? Ils exigent de l'État qu'il prenne en charge, au moyen de subventions, ces excédents, afin d'en assurer la vente à l'étranger. Mais hors de France, les mêmes faits se produisent, et la concurrence internationale oppose les producteurs français aux producteurs italiens, hollandais, danois, américains, australiens, néozélandais, algériens ou espagnols. Le sens de la justice nous dit que ces solutions sont mauvaises, que d'autres doivent être recherchées. Il montre aussi combien il est injuste que nous autres, exploités des villes, payions, grâce aux lourds impôts prélevés sur notre salaire, les subventions versées par l'État pour écouler les produits agricoles excédentaires. Car c'est d'abord dans nos poches que l'État prend l'argent avec lequel il verse des ristournes et des indemnités aux vigneronns du Midi quand ils ne peuvent vendre leur vin, aux céréaliers de la Beauce, de la Brie, quand ils ne peuvent vendre leur blé, aux producteurs de beurre et de viande des Charentes ou de Normandie, aux éleveurs du Centre ou de la Savoie quand ils ne peuvent vendre leur bétail.

D'autre part, grâce au mécanisme capitaliste, aux dividendes des sociétés, aux bénéfices des patrons et des intermédiaires et aux dépenses excessives de l'État, les paysans paient, eux aussi, trop cher les produits industriels. Producteurs de la ville et producteurs des champs doivent donc chercher une solution

rationnelle, juste et loyale, qui ne peut être que l'organisation de la production industrielle et agricole au bénéfice de tous.

Sur plus de 32 millions d'hectares, la moitié au moins appartiennent à la petite propriété. Et très souvent, la terre de la moyenne propriété (30 à 50 hectares) est de qualité inférieure. Si bien que de profondes réformes sociales sont nécessaires pour améliorer la situation sociale des agriculteurs.

Il y a en France près de 1 450 000 propriétaires de 1 à 200 hectares et plus, mais de l'extrême petite à la grande propriété, le problème social se pose différemment. Toutefois, hors une minorité de grands propriétaires, qui exploitent une main-d'œuvre salariée importante, les autres, moyens, petits et très petits, les fermiers, les métayers — qui constituent le quart de la population agricole et sont si souvent malheureux dans certaines régions de France — peuvent comprendre la nécessité et l'intérêt qu'il y a pour eux, et pour toute la collectivité dont ils font partie, au changement que nous préconisons. Ils doivent comprendre que leur niveau de vie peut s'élever, et leur effort s'alléger, que leur sort peut être plus heureux, que leurs loisirs seraient plus nombreux par l'organisation collective que nous préconisons. Et disons tout de suite que cette organisation collective, pour souhaitable qu'elle soit, ne suppose nullement que l'on doive l'imposer par force. Mais essayons d'abord de décrire ce qui nous semble l'idéal. Nous verrons après ce qui peut constituer des réalisations partielles et intermédiaires, marquant de véritables progrès.

L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE

L'idéal a été réalisé en Espagne, pendant la révolution libertaire de 1936-1939. Il a consisté en l'expropriation de tous les grands propriétaires et en l'adhésion volontaire du plus grand nombre des petits à ce qu'on a appelé les collectivités villageoises. Ces collectivités ont fonctionné comme de vastes coopératives de production. Elles ont été gérées selon les directives

établies par les assemblées générales des paysans collectivistes qui comprenaient les petits propriétaires ayant apporté leur terre, leurs instruments de travail et leur bétail, et les travailleurs salariés, tous réunis maintenant sur un pied d'égalité.

Pour l'application de ces directives, une commission était nommée. Elle comprenait, dans chaque collectivité, un délégué par spécialité — agriculture, fruiticulture, bétail, riziculture, production d'huile d'olive ou d'agrumes, culture maraîchère, etc. Ce délégué, qui travaillait à mi-temps, ou à temps complet, selon l'importance de ses activités, coordonnait, avec les délégués des équipes de sa spécialité, les travaux à exécuter. Par exemple, dans les régions de polyculture, on procédait au labourage selon l'échelonnement des façons culturales, les besoins de chaque production, l'emplacement des terres. Blé, vigne, oliviers, orangers, tubercules, betteraves, légumes divers, les équipes se répartissaient, en accord avec le délégué général, et accomplissaient leur besogne. Les travaux les plus durs étaient réservés aux hommes jeunes et plus robustes. Les travaux moins durs, aux hommes ayant dépassé la cinquantaine. Les vieillards avaient leur vie assurée, comme les autres membres de la collectivité, et se livraient aux occupations qui, tout en étant utiles mais non obligatoires, constituaient pour eux un passe-temps.

Les produits obtenus appartenaient à la collectivité, généralement composée du village entier ou de presque tout le village. On les entreposait dans les magasins communaux. Le délégué au ravitaillement organisait les échanges avec les régions industrielles : il échangeait les produits agricoles excédentaires contre des tissus, machines, engrais chimiques, livres, ustensiles de ménage, etc. La valeur de chaque produit était calculée en pesetas, et l'on procédait par une espèce de *clearing*, comme il se pratique en société capitaliste, et qui le plus souvent rendait inutile l'emploi d'un moyen monétaire.

Localement et individuellement, la distribution était faite par les magasins communaux, que dans certains villages on appelait aussi coopératives. Deux procédés de base existaient. L'un consistait en la distribution de produits dont l'échelle était fixée, selon l'importance des familles, par l'assemblée de la collectivité. Il n'y avait plus de système monétaire et tout le monde était débarrassé de cette hantise « si tu n'as pas d'argent, tu ne manges pas ». L'autre procédé était l'emploi d'une monnaie, parfois improvisée, souvent officielle. On établissait un salaire familial, selon l'importance de chaque foyer. Les vicissitudes de la guerre et les difficultés inhérentes à une situation complexe, où les partis politiques multipliaient les difficultés, empêchèrent d'unifier les deux systèmes en un seul, mais les résultats obtenus, le plus souvent en quelques mois, furent décisifs.

Ils le furent d'abord par l'amélioration de la production, car l'utilisation des terres, des herbages, de l'irrigation, des divers instruments de travail et de l'effort des hommes fut beaucoup plus rationnelle. Auparavant, tel propriétaire possédait assez d'herbages pour élever vingt vaches ou cent moutons, mais n'élevait que dix vaches ou trente moutons. Tel autre n'avait de terre que pour élever quatre vaches et en possédait dix avec la faiblesse de rendement que l'on suppose. Tel autre encore semait du blé où l'on ne pouvait que parquer des chèvres ou des moutons, étant donné la pauvreté du sol : il faisait six, sept, huit quintaux à l'hectare. Les ânes, les mulets, les chevaux utilisés pour tirer les instruments aratoires étaient répartis selon le désordre caractéristique du système social en vigueur. Un paysan n'avait qu'un âne pour labourer un sol dur et rocailleux. Un autre possédait de bons mulets, dont la moitié lui aurait suffi, pour travailler une terre plus facile. De riches propriétaires s'enorgueillissaient d'un tracteur qui travaillait deux mois par an, et restait inactif le reste du temps tandis que des paysans pauvres n'avaient que leurs mains.

Les collectivités de villages mirent un terme à tout ce gâchis. Les tracteurs travaillèrent à plein rendement, les mulets robustes furent employés partout où ils étaient nécessaires, et l'on employa les ânes pour des besognes plus légères.

Avec moins de bétail, on fit plus de travail et on le fit mieux.

L'élevage fut réparti selon la productivité du sol. Il est intéressant de souligner que les pâturages tournants, implantés en France il n'y a pas si longtemps, et qui sont encore loin d'être généralisés, naquirent spontanément en Espagne de l'initiative collectiviste. Le rendement en viande et en lait augmenta d'autant. Des étables communales furent organisées hors des villages, ainsi que des écuries et des porcheries, ce qui séparait les êtres humains du bétail, des mouches, et de la malpropreté qui s'ensuivait. Les femmes furent libérées de la fourche, de la brouette et du fumier. Les méthodes d'élevage, appliquées selon un plan d'ensemble, permirent que dans les porcheries de la collectivité, les bêtes, classées selon leur âge, fussent multipliées dans des proportions auparavant impossibles. Les basses-cours collectives doublèrent en peu de temps le nombre de lapins, de poules, de volailles et d'œufs que tout le monde put, égalitairement, consommer.

Les rendements agricoles augmentèrent aussi. Quiconque parcourait les terres collectivisées et comparait la densité du blé qui y poussait à celle des terres des petits propriétaires rétifs à la collectivisation, constatait que ces derniers, malgré le travail de leurs femmes et de leurs enfants, n'obtenaient qu'une densité beaucoup moindre. Cela était fatal, car l'organisation collective dispose de moyens techniques supérieurs qui permettent de labourer plus profondément, de donner à une culture, dans le laps de temps nécessaire, les soins indispensables, de mieux utiliser ou organiser l'irrigation, de se procurer des semences sélectionnées ou d'en préparer d'autres, d'utiliser à bon escient, grâce aux conseillers techniques disponibles, les en-

grais, ou les terres dont la composition chimique varie souvent d'un terrain à l'autre.

Ces possibilités d'amélioration permirent, en Aragon, d'augmenter de trente pour cent les surfaces emblavées et le rendement à l'hectare, malgré la mobilisation d'une bonne partie de la jeunesse qui devait, sur le front, faire face à l'armée franquiste.

Tout cela, joint à la disparition des grands propriétaires terriens et des exploités de toute sorte, donna comme résultat que le niveau moyen de vie des paysans s'améliora dans de larges proportions.

On imagine ce que seraient en France, dont le sol est généralement plus fertile et le climat plus clément que ceux de l'Espagne, les résultats d'une telle organisation. Non seulement les rendements augmenteraient, mais surtout la vie des hommes, et des femmes, serait infiniment plus humaine, plus agréable et plus heureuse. Une récolte abondante ne serait pas une catastrophe et il ne serait plus nécessaire de se battre avec les intermédiaires. Rappelons l'exemple du bétail soigné dans les étables collectives. Aujourd'hui, le petit fermier ou sa femme ne peut s'absenter un jour de la ferme il est l'esclave des bêtes qui sont à l'écurie, à l'étable, dans la basse-cour. Mais quand les hommes, qui se relaient pour cela, sont chargés de ces travaux, tous les fermiers peuvent jouir de leur dimanche. Et quand des camarades spécialisés dans ce travail, attendent à la rentrée du soir les bêtes de trait et les charrues, ou les tracteurs, de façon que charretiers ou conducteurs vont prendre leur douche tandis que leurs camarades bouchonnent les chevaux ou révisent les machines, il y a là une conquête que seuls ceux qui connaissent pratiquement ces choses peuvent apprécier à sa juste valeur.

ÉTAPES INTERMÉDIAIRES

On peut nous faire des objections qui, à notre avis, ne sont pas fondées, mais que nous ne voulons pas refuser de prendre en considération.

Le plus grand nombre des paysans a l'amour de sa propriété parce que dans la jungle où il a toujours vécu, et où l'homme a si souvent été un loup pour l'homme, elle a représenté (quoique pas absolument) son pain, le pain de sa famille, et une certaine garantie de liberté devant l'État et les grands possédants. D'autre part, elle lui permet de faire, dans une limite très restreinte, « ce qu'il veut », d'avoir une initiative personnelle, d'agir selon sa propre volonté.

Nous ne pouvons méconnaître ce fait. Les libertaires espagnols ne l'ont pas méconnu non plus. Dans un très grand nombre de collectivités, on laissa à chaque famille paysanne un morceau de terre suffisant pour qu'elle y puisse cultiver certains légumes directement consommés, pour faire venir des fleurs, élever des poules, des lapins, etc. La même chose s'est vu contraint de faire le gouvernement russe dans les kolkhozes. On peut naturellement prévoir cette éventualité, qui ne se heurterait pas à la collectivisation d'ensemble.

Le rapprochement que nous venons de faire exige une précision. Les collectivités d'Espagne, ou les organisations coopératives et communales que l'on peut prévoir, adaptées aux conditions de la vie française, sont-elles comparables aux kolkhozes ? Catégoriquement : non. Parce que les kolkhozes ne furent pas des créations libres des paysans russes, mais des constructions de l'État, et de la bureaucratie d'État, imposées par le parti communiste dont les membres exercent la dictature sur tous et sur chacun. Les kolkhoziens ne décident pas librement les solutions de leurs propres affaires, mais doivent appliquer les « normes » décidées sans eux, ou malgré eux ; la police politique terrorise les habitants, nul désaccord ne peut s'exprimer, une hiérarchie des salaires, négation absolue du socialisme, du

communisme et de l'égalité économique, est décrétée d'en haut, et très souvent les parasites sont plus nombreux que les travailleurs des champs. Dans ces conditions, on comprend l'hostilité des paysans russes à cette fausse collectivisation. Et l'on comprend aussi que cela n'a rien à voir avec les libres collectivités d'Espagne que nous prenons comme modèle.

Nous savons aussi qu'il ne faut pas songer, pour le moment, à une réalisation générale aussi rapide que celle qui permit en Espagne, de collectiviser plus de la moitié des terres en un an de temps, avec une proportion d'échecs qui n'atteignit pas cinq pour mille. Mais il faut prévoir des étapes, des degrés d'application qui, sans arriver au socialisme libertaire intégral, impliquent une rupture profonde avec le passé et une conquête réelle pour l'immédiat.

Nous avons vu quelle est en France l'importance de la grande propriété. Dans des régions comme la Beauce, la Brie, les départements de la Marne, de l'Oise, de l'Aisne, la Somme, le Nord et le Pas-de-Calais elle est souvent très importante. Dans les fermes qui occupent des travailleurs nombreux, il s'agirait tout simplement d'exproprier les possédants, ce qui serait assez facile si la conjoncture était favorable comme celle de juin 1936, et de créer sur place des comités de gestion qui coordonneraient leurs activités grâce à une commission locale nommée dans une assemblée générale. Les diverses commissions pourraient se fédérer par départements, et par régions agricoles. On voit parfaitement naître une Fédération céréalière interdépartementale dont le siège pourrait se trouver à Paris, centre des grandes zones céréalières.

Ici il ne serait pas difficile de détruire la propriété individuelle. Mais le problème serait différent s'agissant de l'exploitation moyenne, ou petite.

De toute évidence, les petits exploitants gagneraient à constituer des collectivités, ou des communautés, ou des coopératives agraires — peu importe la dénomination — afin de mieux

tirer parti de leur terre, de leurs instruments de travail et de leur effort. Le comprendraient-ils ? Voilà ce que nous ne savons, voilà pourtant ce dont ils devraient se convaincre. L'union fait la force, et la division, la faiblesse. En s'unissant dans des coopératives communautaires, chacun obtiendrait une vie plus heureuse pour lui et pour les siens. Car, ne l'oublions pas, il ne s'agit nullement de détruire le foyer familial ni de supprimer la propriété de tout ce qui est nécessaire à la vie domestique maison, meubles, etc. Nous croyons nécessaire d'insister à ce sujet, pour éviter la déformation de notre pensée par les partisans de l'inégalité.

Il est impossible de prévoir ce que serait l'attitude des moyens propriétaires devant un essai d'organisation collective. Sans doute ne serait-elle pas uniforme. Mais pour ceux qu'une telle perspective pourrait effrayer, ou à qui elle pourrait déplaire, nous indiquerons une solution qui ne serait ni le maintien de la situation présente, ni la socialisation généralisée qui nous semble préférable. Il est du reste permis de penser que la socialisation libertaire peut se réaliser en partie sur la base de la propriété individuelle, tant qu'elle n'implique pas exploitation de l'homme par l'homme, et inégalité des moyens d'existence. Quand nous voyons un propriétaire posséder soixante hectares de bonne terre, et un autre dix hectares de même qualité, nous considérons qu'il y a injustice, et que cette injustice doit être réparée.

Mais quand la surface de terre possédée est à peu près équivalente, l'injustice a disparu. on peut alors parler d'égalité — encore bien insuffisante — et c'est ainsi que, pour le problème de la terre, l'entendait Proudhon.

Cependant, ce socialisme individualiste devrait être en quelque sorte complété par des moyens qu'emploient déjà les exploitants de nombreux pays. En Suède, en Norvège, au Danemark, en Allemagne, en France, en Italie, aux États-Unis, les petits exploitants ont développé des organisations collectives

de toute sorte, qui impliquent un éloignement de la pratique individualiste. Coopératives pour l'achat de matériel agricole ou son utilisation, coopératives pour l'amélioration du cheptel, l'élevage de la volaille, du porc, la préparation du bacon, la production laitière, beurrière, vinicole, l'ensilage du blé, l'utilisation du froid, la conservation des pommes de terre, la vente des produits, leur exportation elles sont innombrables, et constituent le facteur dominant du dynamisme de l'agriculture moderne, laquelle serait beaucoup plus dynamique encore sans les freins et le sable dans les engrenages que jette la société de combinaisons malpropres dans laquelle nous vivons.

Car les coopératives actuelles oublient parfois beaucoup trop les principes socialistes et égalitaires du coopératisme. Nous ne les oublions pas, mais ce n'est pas ici le moment d'en discuter. Nous voulons surtout souligner que cette forme d'association pourrait très bien être un facteur de transition, entre l'individualisme et le collectivisme.

En France même, ce formidable mouvement constitue une preuve irrécusable de la possibilité d'organiser la vie économique sur des bases autres que celle de l'exploitation réciproque, de l'isolement individuel traditionnel, et de la direction étatique. Une étude, même sommaire, de ce mouvement, nous permet de dire qu'il existe, d'ores et déjà, de vastes possibilités qu'il conviendrait d'élargir et d'approfondir, mais qui ont des bases sur lesquelles une immense construction nouvelle est possible.

Particulièrement depuis 1908, l'ensemble des coopératives agraires a considérablement augmenté.

Voici les chiffres récents publiés par l'Institut National de la Statistique :

Coopératives de produits laitiers et dérivés 2 560
Produits nécessaires à l'exploitation 1 540

Production vinicole et alcool 1 492

Céréales et oléagineux 778

Fruits, légumes, pommes de terre et fleurs 496

Produits divers, betteraves, produits forestiers 166

Bétail et viande 124

Insémination artificielle, installations frigorifiques 114

Produits avicoles 94

Ensemble 7 364

A quoi il faut ajouter 13 000 C.U.M.A. ¹⁶.

Y compris ces dernières, et un certain nombre se maintenant en dehors des grandes associations générales, on compte donc près de 22 000 coopératives.

Selon la revue *Problèmes Économiques*, l'ensemble des coopératives commerciales de France négocient normalement de 60 à 80 pour cent des céréales et des oléagineux ; plus de 60 pour cent des semences de céréales et oléagineux, 73 pour cent des céréales à paille, 65 pour cent du maïs et du colza, 40 à 50 pour cent du vin commercialisé, 30 à 40 pour cent de légumes frais, 25 pour cent des œufs, 40 à 50 pour cent des pesticides, 40 pour cent du beurre et de la poudre de lait, 35 pour cent de la viande porcine, 45 pour cent des fruits, 40 pour cent de la fabrication de viande pour les animaux.

Avec de telles bases, comment et pourquoi s'arrêter en chemin ?

Rêvons un peu, puisque l'imagination est l'auxiliaire, ou l'avant-garde de l'intelligence. Nous avons mentionné la possibilité d'associer la production industrielle et la production agraire, et une partie de ce que nous venons d'énumérer nous dit que cela est déjà commencé.

¹⁶ 16 Coopératives pour l'utilisation du matériel agricoles.

Le mariage agro-industriel a déjà démarré. Mais il lui manque les hauts buts moraux sans lesquels les plus belles choses dégénèrent. Il faut poursuivre comme un idéal une intégration agrico-industrielle qui associe ces deux modes d'activités et de production. Nous y voyons un effort d'humanisme dont l'humanité, déshumanisée par la déshumanisation du travail, a un besoin urgent.

L'entente entre les coopératives et les syndicats ouvriers naturellement s'impose. Au lieu de la rivalité dans laquelle ces derniers, surtout, se complaisent, et de la lutte pour la préséance, une association étroite devrait guider leurs rapports. Mais pour cela il faut changer de mentalité, viser plus haut et plus loin. Une capacité, la volonté de transformer le monde et d'en construire un nouveau sur la base d'une éthique supérieure dont la disparition plongerait l'humanité dans le néant.

Supposons plus modestement que, dans toutes les communes de France, des centres coopératifs s'établissent. Supposons encore que chaque propriétaire individuel adhère aux organismes correspondants de son village, et que ceux-ci constituent des réseaux spécialisés ou développent ceux déjà existants, de façon que les centres de ravitaillement des villes puissent s'adresser à eux pour obtenir, contre les produits industriels, ou contre un signe monétaire établi, les produits agricoles nécessaires à la consommation.

Nous aurions là une méthode de distribution collectivisée, entre producteurs, et de producteurs aux consommateurs, avec l'élimination des intermédiaires et la possibilité de coexistence des deux systèmes, le collectiviste et l'individualiste dont le dénominateur commun serait la non-exploitation de l'homme par l'homme. Nous serions en présence d'un socialisme très imparfait si nous nous plaçons au sens *véritable* du mot, mais qui aurait dépassé largement le capitalisme, et permettrait de faire infiniment mieux que lui.

Cela permettrait aussi, dans chaque village, et sur les terres de sa juridiction, la coexistence des deux systèmes le collectiviste complet, et le semi-collectiviste. Les coopératives de distribution, ou les magasins spécialisés se chargeraient de la répartition locale des produits obtenus grâce au système circulaire établi, et qu'enverraient les différents centres de production ainsi que nous avons expliqué dans le chapitre sur l'industrie. Resterait la coordination des activités agraires afin d'assurer la production nécessaire. En gros, celle-ci est déjà séculairement ordonnée par la production traditionnelle des campagnes.

Des statistiques existent dans les Chambres agricoles départementales où les comités de coordination pourraient s'installer. Là, les commissions constituées par les collectivités de caractère ouvrier, par les collectivisations et par les coopératives paysannes pourraient harmoniser leurs efforts ; viendraient ensuite les commissions interdépartementales, qui selon les différentes productions diviseraient le pays en zones spécialisées. Nous avons mentionné auparavant la zone du blé. On pourrait mentionner celle du vin, dont le centre serait peut-être à Toulouse, celle des produits laitiers, dont le centre pourrait être situé en Charente ou en Normandie. On peut prévoir même plusieurs zones, plus ou moins importantes, des organisations régionales, qui à l'échelon supérieur se grouperaient en Fédération interrégionale, ou nationale, pour chacune des productions.

Cela conduirait à une série de fédérations agricoles embrassant les différentes spécialités de l'agriculture céréales, légumes, tubercules, vins, cidre, lait, matières grasses, viande, lin, fleurs, chanvre, fruits, forêts, etc. Chaque fédération aurait des sections correspondant aux spécialisations diverses, et toutes seraient unies dans une Confédération générale de l'Agriculture comme les industries le seraient dans une Confédération industrielle ; et ces deux grands aspects de la produc-

tion, dépendant l'un de l'autre, s'uniraient à leur tour dans un organisme d'ensemble qui les coifferait tous deux.

Pour déterminer l'importance de l'apport que chaque région agricole, chaque zone, chaque coopérative devrait fournir, le mécanisme de direction serait dans l'ensemble similaire à celui de l'industrie. Là aussi, la demande commanderait l'importance et les caractéristiques des diverses productions. Sans doute, répétons-le, ces dernières devraient continuer sur leur lancée afin de ne pas provoquer, dans les premiers temps, d'embouteillages et de désordre.

Ensuite, on procéderait aux modifications, aux adaptations nécessaires. Inutile de cultiver des terres de trop faibles rendements dans les départements pauvres, quand un reboisement adéquat serait plus rentable pour la société. Inutile de « pousser à la production » au-delà de ce qui peut s'écouler à moins, ce qui serait très logique, qu'on veuille aider les populations sous-alimentées comme celles de l'Inde ou d'Afrique.

Enfin, s'imposerait une décentralisation agricole-industrielle qui, en diversifiant et en complétant les activités des villages et des petites villes, y introduirait une vie plus moderne, plus agréable, plus et mieux remplie. Cela mènerait à une intégration qui ferait contrepoids aux concentrations industrielles tentaculaires, et maintiendrait un utile équilibre des populations. Car il est bon qu'une partie des habitants de la campagne aillent s'établir à la ville, quand la campagne est surchargée et que la ville a besoin de main d'œuvre pour développer des activités utiles à tous. Mais quand c'est pour multiplier les bureaucrates, les gardes mobiles, les diverses formes de parasitisme afin de donner un emploi à une main d'œuvre excédentaire, quand c'est pour faire proliférer les intermédiaires s'ajoutant aux autres, mieux vaut que ces hommes restent aux champs, pour aider ceux qui n'abandonnent pas la charrue ou le tracteur. Et pour contribuer à moderniser, même sous la forme industrielle, la vie des campagnes.

Le principal est d'établir la justice. C'est que les hommes cessent d'être dressés les uns contre les autres, par les différentes possibilités d'existence ; qu'ils ne soient plus exploités et exploités, dominés et dominateurs, pauvres et riches ; qu'ils soient tous également heureux dans la mesure où le bonheur dépend des conditions objectives d'existence, grâce à leur travail et à leur solidarité, à leur morale et à leur loyauté. Le meilleur moyen d'y parvenir est, selon nous, la communauté dont la Révolution espagnole a donné l'exemple, celle qu'on trouve dans les kibboutzim de Palestine, ou dans certains « ejidos » mexicains. Mais nous admettons que ce but ne puisse, surtout dans un pays comme la France, être atteint partout en une fois. Plus encore, nous comprenons que des paysans hésitent à abandonner, pour mettre intégralement nos conceptions en pratique, leur mode de vie habituel qui, bien qu'imparfaitement, leur procure des moyens d'existence. Les applications immédiates peuvent donc être ici partielles, là, totales. Tout dépend des hommes et des possibilités diverses. Mais, en cela comme en toute chose, nous devons, toujours, tendre à la plénitude, quelle que soit la rapidité avec laquelle elle est ou sera atteinte.

La leçon coopératiste a déjà une ample valeur éducative. Elle prouve aux paysans qu'en pratiquant l'entraide, la solidarité, chacun en tire des avantages certains. Sans la mise en commun de ressources qui, isolées, ne donnent que la misère, combien de machines ne seraient pas achetées ni ne fonctionneraient, combien de terres ne seraient pas amendées, combien de techniques ne seraient pas appliquées. La productivité de pays agricoles comme le Danemark et la Hollande tomberait de cinquante pour cent, avec les répercussions désastreuses que l'on suppose pour la population des campagnes.

Le principe est bon. Il faut l'étendre pour le bonheur de tous. Nous ne disons pas à l'ensemble des paysans de mettre sans exception leurs terres en commun, de renoncer à la dernière parcelle de propriété individuelle. Il est même humainement

préférable de ne pas supprimer toute libre initiative, le sens de responsabilité personnelle, certaine possibilité d'être soi-même sur le terrain du travail. C'est ce qui a eu lieu dans les « ejidos » communistes du Mexique ¹⁷.

On peut donc envisager, sans attendre le mouvement général, des réalisations mixtes.

Pourquoi, dans tel ou tel village, ne mettrait-on pas en commun le quart, le tiers ou la moitié de la terre afin de faire venir le blé, la vigne, la betterave, ou les produits de l'agriculture intensive et industrialisée ? Il en résulterait une diminution réelle d'efforts et de fatigue, des rendements beaucoup plus appréciables. Et aussi le chemin serait pris vers une égalité croissante et une pratique fraternelle des rapports humains.

Mais ce sont surtout les petits cultivateurs qui auraient intérêt à ces applications collectives. Mais s'ils travaillaient en commun, ils diminueraient leurs frais généraux, et partout gagneraient plus. Le travail collectif est toujours plus rentable s'il est organisé comme il doit l'être. Le capitalisme de la grande entreprise a toujours, à égalité de conditions naturelles, battu la petite entreprise parce qu'il rassemblait sur un même lieu de travail un grand nombre d'ouvriers judicieusement répartis. C'était, dans l'industrie, la première forme de travail collectif. Malheureusement les capitalistes empochaient les bénéfices. Il s'agit, maintenant, que les travailleurs soient les bénéficiaires.

LES SERVICES PUBLICS

Les services publics occupent une place immense, et de plus en plus grande dans la vie des nations civilisées. Il suffit de

¹⁷ Le plus grand nombre pratiquent uniquement l'exploitation individuelle. Mais ce ne sont pas les plus aisés et c'est dans les autres qu'est atteint le plus grand degré de prospérité.

penser à ce que représentent toute l'organisation scolaire (enseignement primaire, secondaire, technique, supérieur), les chemins de fer, le réseau routier, pour s'en rendre compte. Or, tout cela fonctionne et ne devrait pas cesser de fonctionner. Comment envisager le remplacement de leur administration et de leur direction actuelles par une administration et une direction nouvelles ?

Prenons encore quelques exemples. Aujourd'hui l'école primaire, et toute l'organisation préscolaire se trouvent partie aux mains de l'État, partie aux mains des municipalités. Le ministère de l'Instruction publique fournit, grâce à ce qu'on prélève sous forme d'impôts directs et indirects, l'argent nécessaire à leur fonctionnement. Les municipalités ne fournissent qu'un apport secondaire.

Le premier problème, et le plus important, qui se pose pendant la période révolutionnaire, est le maintien à son poste de tout le corps enseignant. Instituteurs, professeurs, moniteurs, répétiteurs, etc., nous savons que tous sont payés soit par le budget correspondant de l'État, soit par celui des municipalités. Il faut ajouter les écoles privées, en France improprement appelées « libres », en grande partie soutenues par l'Église catholique qui trouve l'argent par toute sorte de moyens.

Or, le maintien du corps enseignant exige d'abord que tous ses membres et tout le personnel accessoire soient payés régulièrement. Cela encore se ferait de la façon dont nous avons parlé par la distribution du « fonds de salaire », ou du « pouvoir d'achat » entre tous les habitants du pays. Les instituteurs, professeurs, répétiteurs, etc., seraient payés, dans la première phase de la révolution, par ce qui resterait d'organisation d'État, et qu'il nous faudrait utiliser peut-être provisoirement. Il est vrai qu'une révolution sociale entraînerait, parmi ses conséquences immédiates, le non-paiement des impôts. Ce problème financier ne pourrait se résoudre que par l'émission monétaire de la révolution, et par le « cours forcé » de l'argent, si souvent pra-

tiqué en société capitaliste. Ce cours forcé s'appliquerait grâce aux prix officiels et obligatoires des marchandises. Le papier-monnaie aurait donc une valeur, parce qu'il aurait pour garantie les biens produits par la société.

L'organisation de l'enseignement serait, avant tout, l'œuvre des professeurs et des instituteurs. Il existe de nombreuses associations du professorat. Il existe aussi, au ministère de l'Instruction publique, tous ou presque tous les éléments statistiques et les renseignements nécessaires pour coordonner tant l'enseignement secondaire que l'enseignement supérieur. D'autre part, plus de la moitié de l'enseignement technique est, en France, de caractère privé, ce qui prouve qu'il n'est nullement nécessaire d'avoir recours à l'État pour son organisation¹⁸. Il en est de même pour environ vingt pour cent des écoles d'enseignement primaire, actuellement aux mains du monde catholique, ce qui nous montre qu'il est possible d'organiser cet enseignement sans l'État. Cela nous avait du reste été prouvé avant la révolution française, quand le bas clergé était l'organisateur des écoles primaires, ce que l'honnêteté oblige à reconnaître.

Maintenant le Syndicat National des Instituteurs, et la puissante Fédération Nationale de l'Éducation, constituent dans tout le pays une armature plus que suffisante pour assurer la marche de l'ensemble de l'enseignement. Surtout pour coordonner cette marche. Car ici encore, dans l'organisation pratique, un problème fondamental se pose celui de la décentralisation. Il y a en France 38 000 communes dont 37 500 ont moins de 10 000 habitants, et quoique répondant à un certain plan d'ensemble établi dans la mesure où cela est nécessaire, et aux

¹⁸ 60 % des élèves de l'enseignement technique et 52 % des diplômés sont fournis par des établissements privés qui enseignent 417 métiers, dont 127 ne sont pas enseignés dans le secteur public. La majorité des ingénieurs des travaux publics, de l'électricité, de l'électronique et des textiles sortent des établissements privés.

nécessités locales ou régionales, l'organisation des écoles peut et doit se décentraliser.

Cela serait d'autant plus facile que l'enseignement n'aurait plus besoin du budget officiel d'État. C'est surtout cette raison qui a permis de le placer sous contrôle gouvernemental. Souvent les communes n'ont pas, et avaient moins encore hier, les moyens de construire des écoles, de payer les instituteurs, d'acheter et de rénover le matériel scolaire. L'État les remplaçait, ce qui lui permettait d'assurer sa domination. Il le faisait aussi quand l'initiative manquait à la base, ce qui est arrivé souvent. Aujourd'hui, l'initiative ne manque pas. Elle manquerait encore moins alors, car les révolutions se sont toujours préoccupé du développement de l'enseignement ¹⁹.

Les instituteurs touchant leur salaire, les livres étant fournis gratuitement par les imprimeries de la Fédération du Livre, le matériel par les ateliers spécialisés rattachés à leur fédération respective, il resterait à organiser sur place, entre les instituteurs, les responsables municipaux, les représentants des parents et les élèves, le fonctionnement des écoles. Dans les grandes villes, l'opération pourrait se faire par quartiers. L'enseignement deviendrait ainsi un véritable service public.

Quant aux universités, il faut d'abord se rappeler que, pendant des siècles, en France et en Italie, en Allemagne, en Russie, en Bohême, en Espagne, en Angleterre, aux Pays-Bas, elles ont été créées et ont fonctionné comme des œuvres privées, et que leur incorporation dans l'appareil d'État est relativement récente. Aujourd'hui même, aux États-Unis, plus de la moitié des universités fondées et soutenues par des particuliers rivalisent avec celles de l'État, et montrent que l'on peut, sans lui,

¹⁹ 19 Pendant la révolution libertaire espagnole, les écoles se multiplièrent partout, en quelques mois. Elles étalent l'œuvre des collectivités libertaires. Dans les villes comme Barcelone, des organismes spécialement constitués réalisèrent, avec le syndicat des instituteurs et le gouvernement régional, des progrès inattendus.

maintenir, et développer les établissements de haute culture dont la société et l'humanité ont besoin.

Prenons maintenant les services hospitaliers, et se référant à la santé publique. Observons d'abord que dans des pays comme la Russie — que nous signalons sans le prendre comme exemple — et l'Angleterre, la médecine est nationalisée. De plus en plus cette nationalisation se développe, car on est arrivé à comprendre, par l'évolution de la civilisation, que la santé est un droit individuel et un devoir collectif, et qu'elle doit être assurée par une organisation aussi coordonnée que possible.

Pour une part, l'impulsion peut venir d'en haut, par exemple d'une Fédération sanitaire qui grouperait médecins, professeurs, bactériologues, radiologues, spécialistes de toutes sortes, auxiliaires divers. Chaque branche constituerait une section, comme dans les fédérations industrielles chaque métier constituerait la sienne. Et la fédération embrasserait l'ensemble des territoires et de la population pour distribuer convenablement les activités complémentaires et répondre aux nécessités générales avec la plus grande économie possible.

Par exemple, il faudrait éviter de construire plus de sanatoriums qu'il n'en serait nécessaire pour tout le pays ; dans une ville, il faudrait organiser, en les distribuant convenablement, les diverses cliniques nécessaires, mais pas plus. Le réseau des hôpitaux et des établissements divers devrait aussi répondre à une planification coordinatrice indispensable, que exclurait l'improvisation, les initiatives en ordre dispersé et le gaspillage par inorganisation

Cette coordination ne serait pas une centralisation. Le service de santé, les services hospitaliers doivent être en grande partie organisés, contrôlés, dirigés par l'initiative locale. D'abord parce que leur point de départ est l'hygiène publique, l'eau courante, la salubrité des maisons, le tout-à-l'égout, la propreté générale. Ensuite parce que c'est d'après les conditions de la vie locale que les services sanitaires doivent s'organiser. On

peut, de Paris, envoyer tel ou tel vaccin fabriqué à l'Institut Pasteur. On ne peut savoir quelles mesures s'imposent selon la pollution locale des eaux, l'hérédité des habitants, l'apparition accidentelle de tel ou tel foyer d'infection. Et même dans le traitement des épidémies, qui doit être synchronisé, les applications pratiques ont des caractéristiques purement locales.

Coordination et décentralisation peuvent donc aller parfaitement de pair, et se fondre dans la planification fédéraliste. Cela nous rappelle l'organisation sanitaire que la révolution libertaire espagnole — où l'instruction publique à base municipale s'était partout développée — avait commencé à mettre sur pied. On trouvait, savamment distribués, de petits hôpitaux ou des cliniques dont chacun ou chacune desservait un certain nombre de villages, si bien qu'aucun de ces derniers n'était dépourvu des moyens nécessaires pour soigner les malades même les plus isolés. En plus des médecins auxquels on confiait un secteur parfaitement délimité, les établissements assuraient les soins nécessaires aux patients qu'on leur transportait dans les voitures des collectivités locales.

Venait ensuite l'hôpital cantonal. Chaque canton avait le sien, mieux organisé et plus important que les établissements du premier stade, disposant de matériel technique et souvent de praticiens, médecins ou chirurgiens plus compétents. Quand un canton comprenait un trop grand nombre de villages, on installait, naturellement, deux hôpitaux.

Enfin, chaque capitale de province comptait, selon l'importance de cette dernière, un ou plusieurs hôpitaux où l'on soignait non seulement les malades de la localité, mais aussi ceux ayant besoin de soins spéciaux, d'un grand médecin ou d'un grand chirurgien. Et surtout, en Espagne, cela était socialisé sans l'État, et tout formait un ensemble solidaire, du grand professeur au dernier infirmier, en passant par les dentistes et les sages-femmes. Des possibilités existent donc en ce sens. Il suffit que des membres du corps médical acceptent de

s'attacher à cette entreprise, et que, fidèles à leur mission et au serment d'Hippocrate, ils mettent au-dessus de toute autre considération la belle mission sociale et humaine qui est la leur. Ceux qui ne sont pas des mercantis verraient alors que cette mission s'accomplirait beaucoup mieux dans une société tout entière organisée pour le bien de ses composants que dans une société où la défense de leur santé n'est assurée aux gens que d'après l'argent qu'ils peuvent dépenser.

Si nous prenons les chemins de fer, l'organisation est mise sur pied, il n'y a plus qu'à assurer la continuité de son fonctionnement. Sans doute, certaines modifications seront-elles nécessaires, mais cela ne poserait pas d'aussi graves problèmes que ceux des industries qui ont besoin de matières premières souvent et quotidiennement venues de très loin, et qui doivent envoyer leurs produits finis à tous les secteurs géographiques du pays ou d'autres pays.

Le problème qu'il faudrait attaquer serait celui de la coordination des moyens de transport, particulièrement entre le rail, la route, les voies fluviales et l'aviation. En société capitaliste, ces éléments non seulement se concurrencent, mais aussi se juxtaposent avec un gaspillage insensé d'efforts humains, de matériel et d'énergie. Il est nécessaire d'organiser rationnellement, selon les besoins des voyageurs et le déplacement des marchandises, ces quatre moyens de transport qui se complètent. Aujourd'hui le système des canaux, qui joue un rôle énorme dans l'économie du Nord de la France, est négligé par l'État au bénéfice des chemins de fer parce que ceux-ci sont nationalisés, et que l'État s'occupe d'abord de ce qui est à lui. Les mesures à prendre seront déterminées selon les besoins dûment étudiés.

Mais d'ores et déjà on conçoit que la synchronisation nécessaire entraîne une organisation à la fois centralisée et fédérative. Ce n'est pas la base, ce n'est pas chaque station de chemin

de fer, chaque centre qui doit commander l'organisation des trains, l'importance et la fréquence de la circulation. De même, la navigation fluviale, déterminée, elle aussi, par les marchandises à transporter, à répandre dans différentes directions, selon les besoins de l'économie du pays, exige une direction d'ensemble basée sur les données venues d'en bas et nous pouvons, en cela, parler de centralisme fédéraliste. L'autonomie est plus grande pour le transport motorisé, qui a pris tant d'importance. Le rayon d'action des camions est souvent local, et assez court comme l'est celui des cars. Dans ce cas, la synchronisation serait souvent locale, mais elle serait aussi indispensable, et s'imposerait encore, naturellement, pour les transports urbains. Mais chemins de fer, navigation fluviale, transports routiers, transports aériens nous apparaissent comme des activités parallèles et complémentaires formant un tout, et qui, unies dans une Fédération générale des transports, coordonneraient leurs efforts selon l'intérêt de toute la population.

LE MAINTIEN DU RENDEMENT

C'est particulièrement aux ouvriers industriels que s'adressent les vérités suivantes. Que nous sachions, elles ne leur ont pas encore été dites par un révolutionnaire, et on court le risque, en les publiant, d'être mal compris et mal jugé. Mais tout homme responsable accomplit son devoir, quelle que soit l'incompréhension à laquelle il se heurte. Mieux vaut être lapidé que mentir.

Pour l'immense majorité, sinon la totalité des travailleurs révolutionnaires, l'expropriation du patronat et des capitalistes doit amener une amélioration immédiate et formidable de leur sort. De ce qu'on leur a dit dans les critiques du capitalisme, ils ont déduit que les possédants, actionnaires et autres exploités directs ou indirects, empochent la moitié, sinon plus de la valeur de la production. Donc, pensent-ils, on pourrait, sans dommage, dès la prise de possession des usines, des ateliers,

des fabriques, réduire l'effort de travail dans des proportions similaires. La vie économique n'en serait pas moins assurée.

Une telle croyance et l'attitude qui en découlerait conduiraient rapidement la révolution à la banqueroute. Car la critique superficielle ou partisane du capitalisme fausse les problèmes posés, et par conséquent les solutions nécessaires.

D'abord, en économie, ce n'est pas la répartition des signes monétaires, ou des ressources financières qui compte au premier plan, mais l'importance, en quantité et en qualité, des produits, des biens et des services mis à la disposition de la société. Que l'économie soit capitaliste ou socialiste, Si l'on consomme par an 85 millions de quintaux de blé, il faudra continuer de fournir à la population 85 millions de quintaux de blé ²⁰. Si l'on produit 25 millions de tonnes d'acier, il faudra aussi continuer de les fournir. Si l'on fabrique supposons cent millions de paires de chaussures, par an, si l'on construit une moyenne de 300 000 logements, il faudra maintenir cette cadence. La réduire de moitié, ou de quarante ou trente pour cent serait condamner la population à des privations insupportables.

C'est l'évidence même. Et loin de réduire leur effort, la plupart des travailleurs de l'industrie devraient plutôt tendre à l'augmenter, car si les privilégiés, devenus des citoyens ordinaires, consommeraient moins après une révolution, des gens beaucoup plus nombreux consommeraient davantage. Dans la masse des salariés mal payés, des paysans vivant pauvrement dans les départements défavorisés par la nature, des millions de personnes, hommes, femmes et enfants, voudraient logiquement élever leur standard de vie. Il ne faudrait donc, dans l'ensemble et pour un temps peut-être assez long, ni diminuer le temps de travail, ni restreindre l'activité de chacun.

²⁰ Plus ce qu'il faudra garder pour les semences, et il n'y aura toujours qu'une seule façon de labourer la terre, de semer et de récolter le blé ou de pétrir la farine.

Nous croyons nécessaire d'appuyer cette affirmation par plusieurs démonstrations. *L'Annuaire statistique de la France*, édition de 1957, donnait le tableau de la distribution du revenu national. Sur ce tableau, les postes principaux, qui nous intéressent surtout, étaient les suivants (en francs de l'époque) :

Salariés nationaux	8 460 000 000 000
Revenus des agriculteurs et autres entreprises individuelles	4 033 000 000 000
Revenus des placements	674 000 000 000
Revenus non distribués des sociétés	958 000 000 000

En supposant, *ce qui est loin d'être vrai*, que tous les revenus des placements puissent se classer dans les bénéfices nets des sociétés capitalistes, et que les revenus non distribués ne soient pas employés pour améliorer les techniques de travail (renouvellement des machines, installations nouvelles, etc.), nous aurions un total de 1 632 000 000 000 de revenus capitalistes, et 8 460 000 000 000 de salaires directs et indirects. Donc, calculés en valeur monétaire, les bénéfices capitalistes globalement pris sont inférieurs au cinquième de ce que touchent globalement les salariés.

Il est vrai que deux millions de ces derniers sont payés par l'État. Cela n'empêche que nous sommes loin du 50 % constituant la part du capitalisme que tant de travailleurs imaginent.

En réalité, un intérêt de 5, 6, 7 pour cent sur le capital investi est normal. Dix pour cent est déjà une très bonne affaire. Quinze pour cent est exceptionnel. Si, comme on le fait trop souvent, nous calculons d'après la répartition financière, cela signifie que là où le bénéfice est, supposons, de 7 pour cent, une heure de moins par jour; qui sur une journée de huit heures représenterait 12,5 pour cent de diminution du temps de travail, impliquerait déjà un déficit économique certain. Si l'on y ajou-

tait une diminution de dix ou vingt pour cent de l'effort, ce serait la catastrophe à brève échéance.

Les sommes touchées sous forme de profit par le capitalisme sont énormes surtout parce qu'elles sont partagées par une minorité. Réparties à la masse des salariés, elles sont peu de chose. La régie Renault a distribué, pour 1958, un milliard de francs de bénéfices à ses ouvriers et employés. Si cette somme avait été partagée par une centaine de gros actionnaires, cela aurait fait 10 000 000 de F à chacun. Distribuée à quelque 60 000 travailleurs, cela a donné 16 666 F. On voit, dans de telles conditions, qu'il suffit d'un léger décalage pour que, même une entreprise capitaliste surclasse une entreprise non capitaliste ²¹.

L'auteur de ces lignes a travaillé dans une imprimerie où la rétribution mensuelle était en moyenne — année 1955 — de 70 000 francs par salarié. Le patron possédait deux automobiles de luxe et des villas. Le sentiment des travailleurs était que, si l'on distribuait ce qu'il gagnait, leur sort en serait de beaucoup amélioré. Faisons le calcul suivant supposons que le patron gagne un million par mois, donc douze millions par an, et que ces douze millions soient répartis entre les 320 salariés que comptait l'entreprise. Cela représentait 37 500 francs pour chacun et par an. Même en doublant la somme — en attribuant au patron deux millions par mois — cela n'aurait pas tellement changé les choses. Le « profit » capitaliste dont on fait le monstre objet de nos attaques n'est donc pas la raison principale de notre lutte contre le système capitaliste. C'est toute la conception de l'organisation sociale, et ses méthodes, qui sont en accusation, et cela va beaucoup plus loin.

Ajoutons une autre démonstration. Actuellement dans tous les pays capitalistes, quand les gouvernements, craignant une

²¹ Le total des chiffres a changé depuis, mais les proportions sont restées les mêmes

crise de surproduction, veulent freiner ou empêcher cette dernière, ils élèvent le taux du loyer de l'argent. Si les banques prêtent aux entreprises à 3 ou 4 pour cent, il suffit d'imposer 5 ou 6 pour cent — souvent moins — pour que de nombreuses entreprises cessent d'emprunter, d'investir, et de développer leur production.

Cela signifie qu'une réduction des bénéfices de 1, 2 ou 3 pour cent suffit normalement en France, en Angleterre, dans les pays nordiques, aux États-Unis, en Allemagne, en Italie, pour arrêter l'expansion industrielle.

Tous ces faits confirment donc qu'une marge déficitaire de dix pour cent, ou plus exactement un recul de dix pour cent dans les rendements engendrerait une pénurie de produits, ou de services, avec les conséquences nocives que l'on peut imaginer. Il est donc faux, archi-faux, que le temps de travail, ou l'effort serait diminué sans dommage. Tout au plus pourrait-on augmenter le nombre des producteurs en introduisant des hommes jusqu'alors non producteurs. Mais qui connaît vraiment le travail sait qu'on ne peut pas confier, du jour au lendemain, des machines à qui n'a pas l'habitude de les employer. De plus, il n'est nullement certain — c'est pourquoi nous envisageons des solutions intermédiaires — que l'on pourrait, toujours du jour au lendemain, éliminer tous les parasites et le parasitisme.

Dernière considération qui permettra, croyons-nous, de mieux comprendre l'importance de la question posée. Ceux qui suivent les tentatives partielles d'émancipation entreprises par les éléments réalisateurs du prolétariat n'ignorent pas que de nombreuses communautés, de nombreuses coopératives de production ont échoué. On a donné à ce sujet des explications diverses, et sans doute les unes et les autres étaient au moins partiellement valables. Mais on a toujours, ou presque, oublié celle que nous avons exposée plus haut la croyance qu'il était possible de ralentir l'effort de production sans risque de déficit.

Or, il était peut-être possible, après avoir assuré la marche de l'affaire, de ralentir cet effort de dix pour cent, mais non de vingt, pas même de quinze, car alors on ne pouvait pas concurrencer le capitalisme, et trop souvent la tournure d'esprit des participants a été celle-ci s'il fallait travailler autant dans une coopérative que dans l'atelier d'un patron, on avait l'impression de travailler *plus* dans la première, justement par le contraste entre ce qu'on avait imaginé, et ce qu'imposait la réalité.

La préparation sérieuse d'une prise en charge de l'économie doit tenir compte de ces faits dont l'importance est primordiale. La révolution ne se justifie pas seulement par la suppression du profit capitaliste, avons-nous dit. Ni même par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les sources de gaspillage, de pertes économiques, qui pèsent sur notre vie et nous enchaînent à un esclavage inutile, sont innombrables. Un grand nombre d'industries de luxe, inventées par les privilégiés, et par le snobisme des désœuvrés qui ne savent que faire de leur argent, une foule de nouveaux « besoins » créés de toutes pièces par des moyens artificiels, tout cela contribue à enlever à la production de ce qui est nécessaire, les capitaux, le travail et les travailleurs, l'énergie, les matières premières avec quoi l'on pourrait élever le standard de vie de tant d'ouvriers et de paysans.

Quel besoin y a-t-il de construire des automobiles ou des immeubles de luxe ? Quelques modèles d'automobiles devraient suffire, et les immeubles confortables seraient beaucoup plus nombreux si l'on cherchait d'abord à satisfaire les besoins de tous et non les besoins de luxe d'un trop grand nombre.

Gaspillage de la main d'œuvre, des matières premières, de l'énergie, par les besoins artificiels qui faussent aussi les mœurs, même des prolétaires. Et encore, tous les à-côtés inhérents de cette société vol du commerce et des intermédiaires (beaucoup trop nombreux, nous l'avons dit), professions para-

sitaires de toutes sortes, excédents du secteur tertiaire c'est tout cela qui doit disparaître, c'est à tout cela qu'il faut nous attaquer. Mais avant d'avoir établi le véritable ordre social, et pendant qu'auraient lieu ces transformations nécessaires, l'effort de productivité devrait être maintenu, sous peine d'échec et de retour à l'exploitation de l'homme par l'homme, à la pagaïe ruineuse du capitalisme et de l'État.

DANS L'IMMÉDIAT

Ce que nous avons exposé peut, en partie, sembler utopique, parce que ces conceptions de réalisation immédiate se réfèrent, ou paraissent se référer à un avenir incertain. Mais outre que cet avenir ne se réalisera jamais si nous ne le préparons pas dès maintenant, car on n'improvise pas des solutions valables pour des problèmes d'une telle importance, la prise des usines en Italie, année 1920, et l'occupation de celles d'une grande partie de la France en juin 1936 (il nous faut y revenir) prouvent que nous pouvons, n'importe quand, nous trouver à nouveau devant un bouleversement social dans lequel il faudrait, enfin, savoir aller de l'avant d'une façon positive.

Mais, même en attendant qu'une telle situation, que nous devons aider à préparer par des études incessantes, se présente à nouveau, pourquoi certaines initiatives, qui seraient comme des jalons marquant le chemin de l'avenir ne seraient-elles pas prises dès maintenant ?

Pourquoi les petits paysans ne s'organiseraient-ils pas, dans telle ou telle partie de la France, en collectivités, même limitées, de travail ? Pourquoi les coopératives de production, utilisant toutes les matières premières d'origine agricole, et employées pour la fabrication de certains produits industriels, ne pourraient-elles pas naître ? Pourquoi des améliorations agricoles, dont les bénéfices seraient communs ne seraient-elles pas entreprises ?

Supposons cent horticulteurs s'unissant pour s'adonner en commun à leur spécialité. Comme l'expérience espagnole l'a montré, il serait facile d'en dégager vingt-cinq ou trente qui prépareraient des conserves que les coopératives d'approvisionnement devraient, les premières, acheter. La communauté paysanne coopérative ainsi dédoublée disposerait par ces moyens de ressources beaucoup plus abondantes. Et c'est la vie de chacun, de chaque foyer, qui s'améliorerait et s'embellirait.

N'est-il pas possible de procéder aussi, dès maintenant, à des réalisations concernant l'aviculture et l'élevage ? Et en attendant cette étape, ne pourrait-on pas, même si chaque petit éleveur ou paysan garde la propriété de ses vaches, réunir le bétail dans des étables communes, le faire paître dans des prés communs (comme on fait paître en commun les moutons et les chèvres dans certaines régions de montagnes), les traire ensemble à la trayeuse mécanique ? Ceci naturellement quand le bétail peut être rassemblé comme il l'est dans certaines régions en France. Pourquoi ne pas étendre, tout en les perfectionnant, les pratiques de « fruitières » du Jura et d'une partie des Alpes du Nord ?

Les possibilités d'élargissement immédiat du champ d'action des coopératives nous sont montrées par la Suède où ce mode d'organisation, qui partit avec une pauvreté de moyens souvent émouvante, atteint un développement prodigieux. Il y a quelques années, les ateliers et les fabriques des coopératives fournissaient 28 % de la production nationale de margarine ; 90 % des huiles ; 22 % de la farine de blé ; 26 % des flocons d'avoine ; 30 % des pâtes alimentaires ; 50 % des ampoules électriques ; 8 % de panneaux de fibre de bois.

On voit donc que d'immenses possibilités sont ouvertes, mais à condition que les adhérents se conduisent en véritables coopérateurs, qu'ils soient des membres actifs et vigilants de leurs organisations, qu'ils ne laissent pas, par négligence et in-

dolence, la direction du travail aux mêmes hommes. Car alors les organisateurs, les administrateurs, deviennent, par la faute de tous, des dominateurs qu'on ne sait plus remplacer, et la coopérative dévie des buts qu'elle s'était proposés. En fin de compte, on trouve toujours la qualité — ou les défauts — des hommes. Indiscutablement ces déviations ont surtout l'occasion de se produire en société capitaliste. Après une transformation que le mouvement coopératiste devrait préparer, elles seraient moins à craindre. Nous disons bien *moins*, et pas « absolument ». Pour les éviter, les coopératives locales, plutôt petites, seront toujours préférables, car elles seront à la mesure du coopérateur moyen. C'est dans les grands organismes que la centralisation bureaucratique se produit le plus. Là encore, le fédéralisme impliquant le plus possible d'autogestion, d'auto-administration, est la norme — libertaire — la plus adéquate.

Ces objectifs que nous rappelons aux coopératives et aux coopérateurs sont-ils l'expression d'un extrémisme en contradiction avec le véritable coopératisme ? Nullement. Il suffit de reproduire les paragraphes principaux de la Déclaration des pionniers de Rochdale, authentiques fondateurs du coopératisme, dont on parle beaucoup, mais qu'on oublie trop, pour le prouver. Que demandaient ces vingt-huit tisserands en qui l'on voit toujours les pères de la coopération moderne ? ²², ceci :

« La société a pour but et pour objet de réaliser un bénéfice pécuniaire et d'améliorer les conditions domestiques et sociales de ses membres au moyen de l'épargne d'un capital divisé en actions d'une livre afin de mettre en pratique les plans suivants :

²² En réalité, ils s'étaient inspirés des principes proposés par Robert Owe

« Ouvrir un magasin de vente pour les approvisionnements, vêtements, etc. » Acheter ou éditer un nombre de maisons destinées aux membres qui désirent s'aider mutuellement pour améliorer leur condition domestique et sociale.

« Commencer la manufacture de tels produits que la société jugera convenables pour l'emploi des membres qui se trouveraient sans ouvrage ou de ceux qui auraient à souffrir de réductions répétées de leur salaire.

« Afin de donner aux membres plus de sécurité et de bien-être, la Société achètera ou prendra à loyer une terre qui sera cultivée par les membres sans ouvrage, ou ceux dont le travail serait mal rémunéré.

« Aussitôt que faire se pourra, la Société procédera à l'organisation des forces de la production, de la distribution, de l'éducation et de son propre gouvernement ou, en d'autres termes, elle établira une colonie indigène se soutenant par elle-même et dans laquelle les intérêts seront unis. La société viendra en aide aux autres sociétés coopératives pour établir des colonies semblables. »

Nous pourrions nous étendre sur les coopératives danoises, sur celles d'Allemagne et des États-Unis, d'Angleterre (11 750 000 adhérents aux coopératives de consommation en 1956), et d'autres pays. Il manque à tout cela le pas décisif donné en Espagne, pendant les années 1936-39, en Palestine, et dans certaines coopératives agraires mexicaines. De nos jours, celles des paysans de France n'en sont pas si loin. Avec un peu plus d'audace, elles pourraient faire beaucoup pour améliorer la condition des hommes.

D'autre part, il est essentiel de comprendre que le socialisme libertaire ne se limite pas aux problèmes de la production et de la distribution. Certes, la justice économique est sa caractéristique première, et nous lui avons, dans cette brochure, donné la

place proportionnelle qui lui revient ; car elle implique aussi un caractère moral de haute valeur. Mais pour qu'elle puisse se réaliser, il faut qu'un certain degré d'éthique, de culture intellectuelle, de sociabilité — que les institutions d'entraide, comme les coopératives, développent — soit atteint.

Tout se tient. N'est pas apte à aller au-delà du patronat, et du salariat, celui dont la mentalité n'a pas été plus loin et plus haut que le régime incarné par eux ; ou celui qui n'a pas la notion de ses devoirs, la volonté de les accomplir sans contrainte, un degré de conscience qui le rende digne d'une société meilleure.

Le socialisme libertaire est réorganisation matérielle de la société, mais il est en même temps, et peut-être avant, création d'un état d'esprit individuel meilleur, harmonie vivante de toutes les individualités qui s'élèveront en leur pensée, en leur cœur, *en leur conduite*, à la hauteur des grands buts que nous poursuivons.

Il s'agit de rendre l'homme plus heureux, non seulement parce que disposant de plus de biens matériels, mais encore parce que plus digne, plus libre, plus solidaire. Il s'agit de remplacer la loi écrite, et si souvent asociale et antisociale, par la loi morale qui puise, en notre cœur et notre conscience, sa substance et son inspiration. Il s'agit de substituer aux institutions autoritaires les pratiques fraternelles qui créeront en nous la cohésion nécessaire pour organiser, au sein de la société actuelle, des îlots, tendant à constituer un monde nouveau qui ira s'élargissant par la poursuite inlassable des grands buts que nous nous proposons. Le socialisme libertaire implique un nouveau comportement de chacun de nous, la réalisation de toutes les possibilités de beauté, de bonté, de droiture et d'élan supérieurs qui caractérisent l'homme.

Il est une *conception de civilisation nouvelle* au sens intégral du mot, et la civilisation est avant tout un humanisme pratique, une forme de civilité, un ensemble de comportements, le tout

donnant aux créations intellectuelles, de l'art et de la pensée, le caractère de supériorité vraiment propre aux peuples civilisés.

Qui atteint à cette conception et à ce qu'elle entraîne dans la pratique se situe hors de la société actuelle, comme les chrétiens se situaient hors de la société romaine au temps de Néron. Qui ne s'y élève pas reste dans cette société, même s'il s'applique les étiquettes les plus subversives qui soient. De très nombreux révolutionnaires ce sont occupés de problèmes. pratiques immédiats et futurs, mais n'ayant pas sculpté en eux-mêmes l'homme nouveau, sont incapables de sortir de cette société. Dans ce cas, les circonstances les plus favorables peuvent se présenter le socialisme ne sera jamais réalisé.

Oui, on peut et l'on doit constituer dès maintenant une communauté supérieure qui, dans le domaine de la culture, de la morale appliquée aux rapports matériels, constituera un exemple de socialisme libertaire. Et cela devra être une base de réalisations pratiques dès que l'occasion se présentera. Mais il n'est pas du tout sûr que le contraire soit possible ; il n'est pas du tout sûr que la transformation économique engendrerait automatiquement la transformation morale, l'aptitude au dépassement de la société de classes et d'État.

Nous touchons là un des problèmes que le socialisme, le syndicalisme révolutionnaire, le communisme, l'anarchisme révolutionnaire et l'école abondanciste ont évité de poser, parce que la démagogie ou les intérêts des professionnels de la bureaucratie dictatoriale et de la politique n'y trouveraient pas leur compte. Mais qui a une certaine expérience humaine et sait en tirer les leçons, qui connaît l'histoire du mouvement ouvrier, des partis socialistes et communistes ou d'autres courants d'avant-garde, sait que cette question est une pierre d'achoppement de première grandeur.

Tout cela nous prouve que nous avons une tâche immédiate et immense à accomplir. Il est absolument nécessaire de porter nos idées et nos méthodes au sein des syndicats ouvriers, des

coopératives, des diverses institutions d'entraide. Il est très utile, voire indispensable, de connaître le mieux possible la structure et le fonctionnement de la société actuelle pour mieux prévoir comment s'organiserait et fonctionnerait une société nouvelle. Mais il est aussi nécessaire et indispensable de s'atteler sérieusement à élaborer, dans les autres sphères de la vie, cette partie de civilisation nouvelle grâce à quoi nous devons montrer aux hommes les chemins d'une vie renouvelée. Cette œuvre doit, par ses manifestations multiples, saturer et pénétrer la société, la travailler en profondeur et de façon durable.

Il est capital de bien comprendre toute l'importance de cet aspect de notre mouvement et de notre vie, qui doit éveiller en nous la haute conscience de notre entreprise. Car, fréquemment, ceux qui apportent leur effort désintéressé au progrès humain sont trop impatients d'aboutir dans leur vision totale des choses. Cela les pousse à participer à des activités immédiates, politiques, en contradiction avec les postulats fondamentaux dont ils se réclament. Ce qui est arrivé au parti socialiste, au syndicalisme révolutionnaire, au communisme marxiste montre que de telles impatiences n'ont fait qu'éloigner ces formations de leurs objectifs du début. Une fois pris dans l'engrenage des concessions morales et matérielles, on est entraîné par toutes les situations nouvelles qui naissent les unes des autres, et l'on ne tarde pas à être englouti. Ainsi se sont perdues pour l'humanité de belles forces et de grandes valeurs qui pouvaient jouer un rôle immense dans l'évolution des peuples. Ne négligeons rien des réalisations immédiates, à condition qu'elles ne s'écartent pas des buts fixés et des chemins qui y conduisent. La vie peut, individuellement, nous obliger à faire des concessions, mais une chose est ce que l'on concède par force, une autre ce qu'on abandonne volontairement, en s'écartant, par propre détermination, de ce que l'on croit beau, juste et vrai.

Il est quelque chose de beaucoup plus important que les petites réalisations déviantes, qui s'ajoutant les unes aux autres ont annulé de grands mouvements. C'est la création d'une force neuve, autonome, et nette de tout compromis, qui représente un concept supérieur de civilisation, et qui ne transige pas avec son idéal. Que chacun se sente partie intégrante de cette force, que chacun se sache solidaire de ses frères et comprenne la grandeur de notre mission commune. Nous apportons une réalité nouvelle dans l'histoire, et cette réalité, qu'il faut développer, ne doit pas être souillée, détruite par les compromis qui grignotent, effritent, corrodent et détruisent. Nous tarderons peut-être plus pour tout faire. Ceux qui ne voudront pas patienter tomberont dans l'ornière des mouvements et des partis traditionnels.

Sans perdre de vue les problèmes traités dans cette brochure, en nous préparant même pour les résoudre, en établissant des contacts fraternels avec tous les réalisateurs socialistes libertaires qui demeurent fidèles à leurs principes, en les aidant, partout où il sera possible de lutter, dans la mesure de nos moyens, cet autre aspect de notre entreprise doit aussi alimenter notre ferveur. Et il serait suffisant pour justifier la constitution de notre Mouvement, en attendant les grandes réalisations pratiques.

Nous devons montrer à l'humanité un nouveau chemin qui doit la conduire vers de nouveaux destins. Pour la préserver des décadences, son avenir doit être libéré des structures autoritaires qui engendrent l'oppression et la sclérose, de l'économie d'exploitation qui mène à la catastrophe, des mécanismes technocratiques dominants qui l'anéantiront dans de nouvelles formes de bestialité.

Forts de nos certitudes et de notre clairvoyance, nous devons nous unir dès le présent, pour l'avenir.

